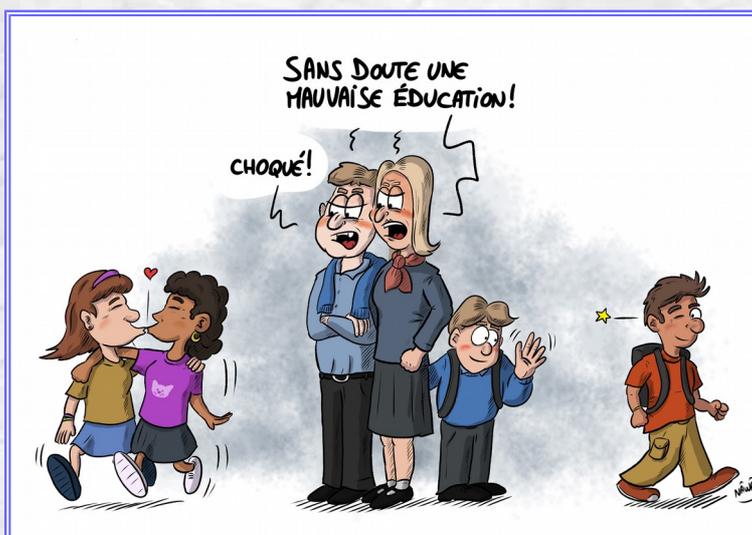


ÉDUCATION :

Amplifions la lutte contre les LGBTphobies !

Colloque du 13 mai 2015

Auditorium de la mairie de PARIS



Une initiative de :



Sommaire

Les organisations à l'initiative du colloque	4
Avant-propos	6
Tribune publiée dans le Huffington Post	8
« Une volonté du Ministère ? »	11
Court-métrage <i>Ce n'est pas un film de cow-boys</i>	14
Zoom sur les données chiffrées des LGBTphobies en milieu scolaire	16
Agir à l'école contre l'homophobie : savoir-faire et pratiques éducatives	20
Éduquer contre l'homophobie en éducation affective et sexuelle	23
Discriminations et violences de genre à l'école	28
Quels liens entre stéréotypes de genre et LGBTphobies ?	31
Lutter contre le harcèlement scolaire homophobe et transphobe en Europe	34
Agir avec les associations :	
Contact	39
Estim'	41
SIS-association (Ligne Azur)	43
SOS homophobie	
Atelier : agir, s'engager dans les établissements scolaires	50
Conclusion	53
Remerciements	53
Annexes :	
Exposition « petits papiers d'élèves »	55
Exposition « dessins de Nawak »	57
Ressources	58

Les organisations à l'initiative du colloque :

Collectif éducation contre les LGBTphobies* en milieu scolaire



Ce collectif réunit neuf organisations du champ de l'éducation : FSU, Ferc-CGT, Sud éducation, Sgen-CFDT, Fep-CFDT, UNEF, UNL, FIDL et FCPE. Depuis maintenant onze ans, le Collectif éducation contre les LGBTphobies en milieu scolaire œuvre auprès des différents acteurs de l'éducation, afin de faire prendre en compte la nécessité de lutter contre l'homophobie, la lesbophobie, la biphobie, la transphobie, qui peuvent toucher les élèves, leurs familles ou les personnels.

**LGBTphobies : violences, discriminations faites à l'encontre des personnes lesbiennes, gays, bisexuel-les, trans*

CONTACT



Contact a pour mission :

- d'aider les familles à accepter l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre de leurs proches.
- d'aider les gays, lesbiennes, bisexuel-les et personnes trans à communiquer avec leurs parents ou leur entourage.
- de lutter contre les discriminations, notamment l'homophobie, la biphobie, la transphobie, grâce à ses interventions en milieu scolaire.

ESTIM'



Estim' est une association nationale, agréée par le ministère de l'Éducation nationale, qui a deux objectifs :

- intervenir auprès des enfants, des jeunes sur les thématiques que sont l'accompagnement de la vie affective et sexuelle, la lutte contre les discriminations et plus particulièrement les discriminations sexuées que sont le sexisme et les LGBTphobies,
- proposer un accompagnement de projet, des formations aux professionnel-les de l'éducation pour qu'ils/elles s'approprient ces thématiques.

L'Inter-LGBT



L'Interassociative lesbienne, gaie, bi et trans (Inter-LGBT) a comme but de lutter contre les discriminations fondées sur les mœurs, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, dans le cadre de la promotion des droits humains et des libertés fondamentales.

Elle organise la Marche des fiertés lesbiennes, gaies, bi et trans, le Printemps des associations et d'autres interventions publiques ; elle participe au dialogue politique et social ; elle soutient des projets inter-associatifs et favorise à la fois la visibilité des associations LGBT et l'émergence d'une stratégie collective.

SIS-Association



SIS-Association, structure nationale, agit depuis 1991 pour la promotion de la santé. L'objectif est d'apporter soutien, information et relais aux personnes qui la sollicitent par le biais de ses services. Elle gère notamment [Ligne Azur](#), dispositif (téléphone 0 810 20 30 40 et site internet) à destination de toute personne (quel que soit son genre, son âge) en questionnement sur son orientation sexuelle, son identité de genre, et/ou dans une situation de mal-être (victime de discriminations, d'homophobie, ou dans une dynamique de comportements suicidaires).

SOS homophobie



SOS homophobie lutte à l'échelle nationale contre les violences et discriminations dont sont victimes les personnes lesbiennes, gays, bies et trans en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Ses missions s'orientent autour de trois pôles : le soutien aux victimes et leur accompagnement, la prévention d'actes homophobes et transphobes par des interventions en milieu scolaire (agrément national), par la formation pour adultes ainsi que via un site Internet pour les adolescent-es (cestcommeca.net), enfin le militantisme pour l'égalité des droits.

Avant-propos

Le Collectif éducation contre les LGBTphobies en milieu scolaire et les associations Contact, Estim', Inter-LGBT, SIS Association et SOS homophobie ont organisé un colloque le 13 mai 2015 à Paris :

Éducation : Amplifions la lutte contre les LGBTphobies

pour réaffirmer que cette lutte doit se mener DANS l'éducation, et PAR l'éducation. Faisant le constat que cette question ne progresse pas, ces organisations ont proposé aux professionnelles de se saisir de ces thèmes et de les développer dans leurs établissements.

Parallèlement, notre tribune, signée par de nombreuses personnalités, est parue lundi 11 mai, sur le site du Huffington Post, et nous avons appelé à un rassemblement le jour du colloque à 12h30 pour faire connaître ce texte aux passant-es.

Pourquoi lutter contre les LGBTphobies en milieu scolaire et universitaire ? Il y a les injures, les violences, le harcèlement subi par les jeunes lesbiennes, gays, bi-es ou trans (LGBT), ou supposé-es l'être, celles et ceux qui ne correspondent pas aux normes de genre. Outre tout cela, les LGBTphobies intériorisées sont source de mal-être pour les adolescent-es concerné-es. Ce mal-être peut entraîner échec scolaire, dépression, déscolarisation, suicide. Il s'agit donc aussi d'une question de santé publique.

Nous travaillons conjointement à faire prendre en compte la nécessité de lutter contre l'homophobie et la transphobie, qui peuvent toucher les élèves, les étudiant-es, mais aussi leur entourage (famille, proches) ou les personnels dans les établissements. Cette éducation doit être aussi clairement nécessaire et évidente que celle ayant lieu dans le cadre de la lutte contre le racisme, dans une logique de prévention des violences et discriminations, mais aussi de promotion de la diversité, afin de construire une école, une université et une société inclusives.

En 2012-2013, nous avons participé activement aux réunions de la mission interministérielle confiée à Najat Vallaud-Belkacem contre les « violences et discriminations commises en raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre », puis à l'élaboration du rapport de Michel Teychenné, spécifique à l'éducation nationale, remis à Vincent Peillon en juillet 2013.

Mais depuis, les mobilisations réactionnaires autour notamment de *La Manif Pour Tous* ont fait des dégâts... Le terme de « genre » a été évacué du vocabulaire du Ministère de l'Éducation Nationale, les ABCD de l'égalité ont été enterrés, le nouveau site de ressources pédagogiques présente un contenu indigent, et même essentialiste, pouvant renforcer les stéréotypes ! Il ne s'agit donc plus de déconstruire le genre. Quant à parler des orientations sexuelles ou de l'identité de

genre... La ministre se satisfait que l'école ait retrouvé un « climat apaisé » ! Et tant pis si des adolescent-es, des étudiant-es continuent à se suicider, et tant pis si des milliers d'enfants ont intégré le fait que leur famille, homoparentale, monoparentale ou recomposée, serait inférieure puisque ne correspondant pas au pseudo-modèle brandi par les étendards rose et bleu que des médias complaisants nous ont tant montrés, jusqu'à la nausée.

Mise en place en 2010, la campagne annuelle contre l'homophobie du Ministère de l'Éducation nationale (renvoyant vers le dispositif *Ligne Azur*) dans les établissements du second degré se poursuit toutefois. Elle va bénéficier d'un nouveau visuel, prenant la forme d'une bande dessinée. Mais à cause de l'Association des Familles Catholiques qui avait saisi le Conseil d'État, et les élections départementales arrivant, la campagne a encore été repoussée en fin d'année scolaire... Afin de l'inscrire dorénavant dans une période plus propice du calendrier scolaire et universitaire, et qu'elle puisse profiter pleinement aux élèves et étudiant-es durant toute l'année, le Collectif et les associations partenaires ont demandé qu'elle soit lancée dès la rentrée scolaire et universitaire.

Constatant l'immobilisme, voire les reculs, de l'institution Éducation nationale sur ces questions, le Collectif éducation et les associations partenaires ont donc décidé d'organiser cette journée afin d'accroître la visibilité de nos revendications, avec un double objectif de formation et de médiatisation.



Éducation : amplifions la lutte contre les LGBTphobies !

« Refondation de l'École », « ABCD de l'égalité », « Grande mobilisation pour les valeurs de la République » : depuis 2012, les projets pour l'École affichent l'ambition de construire une École plus juste dans laquelle l'Égalité serait une réalité pour permettre la réussite de tou-tes les élèves. Aujourd'hui, dans cette École, quelle est la place des jeunes lesbiennes, gays, bi-es et trans (LGBT) ou de jeunes qui s'interrogent sur leur orientation sexuelle, leur identité de genre ?

En juillet 2013, dans la continuité du « programme d'actions gouvernemental contre les violences et les discriminations commises à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre », Michel Teychenné remettait au ministre de l'Éducation nationale un rapport intitulé « Discriminations LGBT-phobes à l'École, État des lieux et recommandations ». Vincent Peillon déclarait alors : « L'homophobie, qui contredit le droit à l'éducation de tous, le droit à la protection contre toutes les formes de violence, qui conduit souvent à une détresse psychologique qui mène jusqu'au suicide, ne doit plus être banalisée ». Nous avons donc pensé que les choses allaient enfin changer.

Et depuis ? Aucune mesure concrète n'a été prise pour lutter contre les LGBTphobies à l'École. Pire, les rares actions menées ont été marginalisées, ou leur portée réduite, comme la campagne annuelle menée par le ministère de l'Éducation depuis 2010 et relayant vers *Ligne Azur*.

Pourtant, partout dans les écoles, collèges, lycées, universités, les jeunes LGBT ou présumé-es l'être sont les cibles potentielles de moqueries, insultes, rejet, harcèlement, violences. Le rapport Teychenné le rappelait : « Les conséquences néfastes de l'homophobie sur le bien-être des jeunes concerné-es ne sont plus à démontrer », perte d'estime de soi, peur, isolement, échec scolaire, dépression et, parfois, suicide.

Auprès de qui ces personnes peuvent-elles trouver de l'aide ? Au sein de nombreuses familles, l'homosexualité est un non-dit, parfois un facteur de rejet. A l'École, les questions de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre restent trop souvent taboues. Les jeunes LGBT, découvrant les sentiments amoureux, la sexualité, sont ainsi trop souvent seul-es pour faire face à leurs interrogations.

Monsieur le Premier ministre, nous prenons acte de votre volonté de « donner à tous les enfants de la République, sans distinction, les moyens de réussir ». Madame la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, nous prenons acte de votre promesse de « printemps citoyen », et votre rappel de l'importance de l'éducation à la citoyenneté, à la « non discrimination », au « respect de la dignité de la personne ».

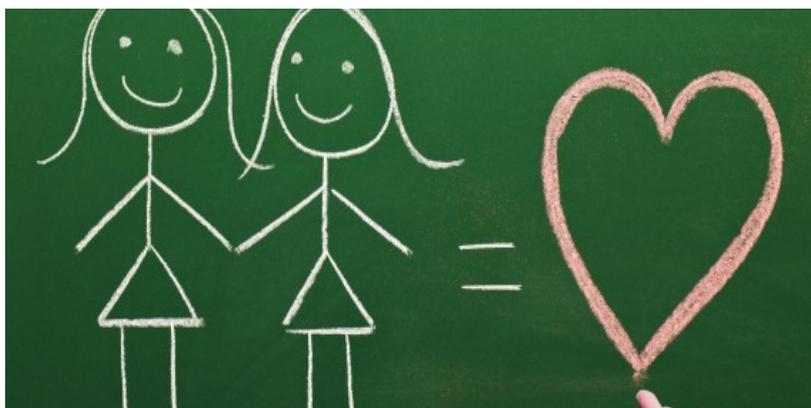
Assez de mots ! Nous appelons aujourd'hui les pouvoirs publics à enfin mettre en place une politique ambitieuse de lutte contre les LGBTphobies à l'École et dans les universités.

Les programmes scolaires de l'école élémentaire et du collège vont être réécrits. L'enseignement moral et civique vient d'être défini. Au même titre que les autres discriminations, les LGBTphobies doivent y être clairement mentionnées. Il est temps d'en finir avec les stéréotypes sur les personnes LGBT, les représentations univoques du sentiment amoureux, temps de favoriser la connaissance de la pluralité des familles ! L'État doit veiller à ce que ces sujets soient traités dans tous les établissements, publics et privés sous contrat, et fournir aux équipes pédagogiques et éducatives des ressources permettant d'aborder ces contenus d'enseignement légitimes avec la rigueur nécessaire.

Les écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) doivent former à la lutte contre les LGBTphobies tous les personnels de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur, en s'appuyant sur des travaux universitaires, à encourager, et en inscrivant la lutte contre toutes les discriminations dans le tronc commun de formation.

Le partenariat avec les associations agréées est précieux ; leur expertise accompagne les personnels dans leurs missions. Les associations de parents d'élèves sont quant à elles des interlocutrices privilégiées pour informer et sensibiliser les familles.

Ces mesures simples et concrètes exigent en revanche une réelle volonté. Madame la ministre, soyez à la hauteur de vos déclarations, soyez à la hauteur du courage dont, chaque jour, les personnes lesbiennes, gays, bi-es et trans doivent faire preuve pour trouver leur place à l'école et dans notre société.



http://www.huffingtonpost.fr/nathalie-allain-djerrah/lutte-contre-homophobie-ecole_b_7255374.html

Signataires :

Collectif éducation contre les LGBTphobies en milieu scolaire et universitaire (FCPE, Ferc-CGT, FSU, Fep et Sgen-CFDT, Sud éducation, UNEF, UNL, FIDL...)
Associations : Contact, Estim', Inter-LGBT, SIS-Association (Ligne Azur), SOS homophobie ; ARGEF (association de recherche pour le genre en éducation et formation) ; Les EfFRONTé-e-s ; Epicène ; Marche Mondiale des Femmes - France ; Osez le féminisme

Arnaud Alessandrin, Sociologue, Université de Bordeaux
Nathalie Allain Djerrah, Présidente des Enfants d'Arc-en-ciel (EAC)
Hervé Basire, Secrétaire général de la FERC-CGT
Fatima-Ezzahra Benomar, Les efFRONTé-e-s
Hélène Bidard, Adjointe à la Maire de Paris Chargée de l'égalité femmes/hommes, de la lutte contre les discriminations et des droits de l'Homme
Isabelle Cabat-Houssais, Professeure des écoles, ancienne militante de Mix'cité
Philippe Castel, Ancien porte-parole de l'Inter-LGBT
Isabelle Collet, Maître d'enseignement et de recherche, Université de Genève
Annick Coupé, Syndicaliste
Caroline Dayer, Université de Genève
Christine Delphy, Directrice de recherche émérite CNRS
Patrick Désiré, Secrétaire général de la CGT Educ'action
Karine Espineira, LIRCES, Université de Nice Sophia Antipolis
Cécile Gondard-Lalanne, Co-déléguée générale de l'Union Syndicale Solidaires
Bernadette Groison, Secrétaire générale de la FSU
Serge Héfez, Pédopsychiatre
Anne Hidalgo, Maire de Paris
Sylvie Laillier, Co-secrétaire fédérale de SUD éducation
Bruno Lamour, Secrétaire général de la Fep-CFDT
Joëlle Magar-Braeuner, Doctorante, formatrice égalité et genre
William Martinet, Président de l'UNEF
Caroline Mécary, Conseillère de Paris
Philippe Meirieu, Professeur émérite en sciences de l'éducation à l'université Lumière-Lyon 2, Vice président de la Région Rhône-Alpes délégué à la formation tout au long de la vie
Nicole Mosconi, Professeure émérite en Sciences de l'éducation à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense
Nawak, Dessinateur de presse
Cécile Ottogalli, MCF STAPS, Université de Lyon1
Benjamin Parent, Réalisateur
Lorena Parini, Maître d'enseignement et de recherche, Institut des études genre, Université de Genève
Gaël Pasquier, Université Paris Est Créteil -ESPE
Mikaël Pawelek, membre du Collectif confédéral LGBT de la CGT
Claire Pontais, Formatrice à l'ESPE de Caen, syndicaliste
Cha Prieur, ATER, université Paris-Sorbonne
Réjane Sénac, Chargée de recherche - Sciences Po (CEVIPOF, PRESAGE)
Frédéric Sève, Secrétaire général du Sgen-CFDT
Pierre Serne, Militant de l'égalité des droits, vice-président de la région Île-de-France
Nicola Sirkis, Artiste chanteur
Bruno Solo, Comédien
Michel Teychenné, Auteur du rapport "Discriminations LGBT-phobes à l'école - état des lieux et recommandations"
Sylvie Tissot, Professeure au département de sciences politiques de l'université de Paris VIII
Alexandre Urwicz, Président de l'Association des familles homoparentales (ADFH)
Françoise Vouillot, Maîtresse de conférences en psychologie de l'orientation, Membre du Haut Conseil à l'Égalité Femmes/Hommes, Responsable du groupe OriGenre

Une volonté du Ministère ?

Michel Teychenné



Universitaire, ancien député européen, élu dans l'Ariège, et militant LGBT de longue date, Michel Teychenné a participé à la création de l'association Homosexualité et Socialisme. Il a remis à Vincent Peillon, alors Ministre de l'Éducation nationale, le rapport « Discriminations LGBT-phobes à l'école, État des lieux et recommandations » en juillet 2013.

C'est le 15 octobre 2012, dans le cadre de la mission de Najat Vallaud-Belkacem concernant le plan interministériel contre les LGBTphobies, que Vincent Peillon m'a chargé de faire ce rapport de propositions pour l'école, de la primaire au lycée, en pleine période du mariage pour tou-tes. Avant ce rapport, rien n'avait été fait sur cette problématique, il y avait simplement eu un rapport sur les discriminations rendu à Xavier Darcos, avec seulement quelques pages sur les LGBT.

Après avoir essayé de mobiliser les acteurs, j'ai mis en place trois groupes de travail avec des associations et des syndicats, une centaine de personnalités et des chercheurs. Nous avons effectué un travail de synthèse de ce qui existait. Mais entre théorie et pratique il y a un delta. Avec le Ministre et le directeur du Cabinet, nous avons réalisé une enquête, envoyée à tous les rectorats, afin de savoir comment le sujet des discriminations était traité, s'il l'était. Deux tiers des rectorats n'avaient pas compris la question : certains ont inclus dans leurs réponses des interventions de gendarmerie sur la sécurité, le harcèlement, les produits illicites ! Un tiers a répondu que le sujet était pris en compte, mais a donné des orientations générales, sans applications sur le terrain. Un tiers a en effet une politique plus ou moins forte mais pas toujours articulée

entre rectorat et établissements. En revanche beaucoup d'établissements mettent en place des actions qui ne sont pas connues des rectorats : des enseignant-es s'impliquent, souvent avec des associations. Cela vient du terrain. En bref, nous avons fait le constat de l'absence de politique nationale et de la faible mobilisation des rectorats. Le rapport que j'ai remis comporte un certain nombre d'actions, sous la forme de 74 propositions.

Qui sont les jeunes touché-es par les LGBTphobies ? Certain-es assument déjà leur homo-bisexualité, voire l'affichent ouvertement. D'autres n'ont pas forcément une orientation LGBT, mais une « dissonance de genre », et sont considéré-es par l'entourage comme étant LGBT, ce qui occasionne des rumeurs, parce qu'ils/elles ne sont pas habillé-es comme les autres... Le coming out se situe aux environs de 19 ou 20 ans, donc une grande majorité de jeunes ne parvient à « s'assumer » que tardivement. L'étude de 2009 de SOS homophobie a mis en évidence les conséquences de l'homophobie intériorisée et/ou subie : perte de confiance en soi, baisse des notes, peur d'être découvert-e... Sont touché-es également les enfants qui vivent dans des familles homoparentales (éventuellement recomposées après séparation des parents) et qui pourraient être stigmatisé-es, particulièrement depuis le mariage pour toutes et tous.

Tout cela correspond en moyenne à deux élèves par classe, soit une bonne part des 12,5 millions d'élèves.

L'homophobie est jusqu'à maintenant une discrimination discriminée : la communauté éducative réagit et prend en compte les situations de racisme, de sexisme, mais pas celles liées à l'homophobie. Pourtant, l'insulte la plus courante dans les cours d'école est « pédé ». Si le/la jeune qui la prononce ne sait même pas de quoi il s'agit, en revanche celles et ceux qui l'entendent le savent très bien ! Les enseignant-es, qui n'ont pas eu de formation sur le sujet, se sentent désarmé-es, ils/elles ne savent pas comment l'aborder. La première recommandation du rapport est donc la formation initiale. La deuxième proposition concerne la formation continue, avec la création d'un corps de formateurs et formatrices. Ces intervenant-es devront donner des formations dans les établissements qui le demandent dans le cadre des plans académiques de formation, ainsi que dans les ESPE (Écoles Supérieures du Professorat et de l'Éducation).

Un autre volet à développer est la campagne associée au dispositif Ligne Azur¹, c'est la seule chose qui a bougé depuis le rapport. Mais il ne faut pas attendre le 17 mai, journée contre l'homophobie, c'est très tard, il vaudrait mieux qu'elle soit mise en place chaque année au cours du premier trimestre. Il est nécessaire de sensibiliser les familles, les membres des conseils d'administration, par exemple en éditant une brochure simple et pédagogique. Une demi-heure devrait être consacrée obligatoirement dans les établissements à cette prise de conscience. Enfin, des outils pédagogiques devraient être mis en ligne sur un site dédié. Je ne souhaite pas qu'on traite à part la problématique des LGBT, elle doit être traitée avec le sexisme et le racisme. C'est un point d'entrée fondamental. Le recul sur les ABCD de l'égalité est une erreur

¹ - Dispositif téléphonique et site internet de lutte contre l'homophobie et pour la prévention du suicide.

politique et idéologique lourde : on a cédé à la « manif pour tous », lancée aussi par des groupes réactionnaires. Tant qu'on n'arrivera pas dans les écoles à avoir un vrai plan sur l'égalité filles-garçons, on aura toujours du mal à aborder les questions LGBT.

Mon rapport est sur le site du ministère, il n'est pas périmé puisqu'il a deux ans, mais depuis il ne se passe rien... C'est une victoire morale des ennemis politiques, de la « manif pour tous », de tous ces réactionnaires qui ont imposé leur vision de la société. Et c'est aussi et surtout une défaite idéologique pour nous, et pour tou-tes les élèves qui souffrent dans nos établissements.

Échanges avec la salle :

- L'enseignement privé sous contrat est aussi mentionné dans le rapport, la position était de dire qu'il devait, dans le cadre des lois de la République, s'engager dans la lutte contre l'homophobie. A l'époque (décembre 2012) l'enseignement privé catholique avait engagé une réflexion sur le mariage pour tou-tes dans les établissements, avec des intervenant-es très orienté-es, des interlocuteurs et interlocutrices pas objectifs. Intervenir aujourd'hui sur l'enseignement privé est assez difficile, on est accusé de vouloir laïciser l'enseignement catholique, alors qu'on demande seulement le respect de la loi.

- Le rapport concernait le territoire national, rural et urbain, y compris hors de la métropole, nous n'avons pas relevé de différences significatives. Dans l'urbain, on a noté deux poches de résistance : les banlieues populaires et les quartiers riches, avec la représentation forte de la dimension religieuse. Des établissements se sont sentis concernés parce que le débat autour du mariage pour toutes a été révélateur. Ils ont dû par endroits réagir et se structurer face au conservatisme des populations. Arte a diffusé une émission sur l'étude faite de la situation des homosexuel-les en Europe, lancée en 2013 et qui vient d'être publiée. Elle renforce les

chiffres que nous avons.

Dans les établissements, les organisations lycéennes se sont mobilisées. La moitié des CVL (Conseils de la Vie Lycéenne) s'est saisie de la question de l'homophobie, mais cela n'a pas forcément été repris par les chef-es d'établissements, qui n'avaient pas reçu de consigne claire. Voilà dix-huit mois que l'on attend la nouvelle circulaire sur l'éducation sexuelle à l'école, dont la problématique est plus large. La République devrait pouvoir assumer cette circulaire !

- Pour l'évaluation des LGBTphobies en milieu scolaire, il y a un système de remontée des incidents au Ministère via les rectorats. Mais les actes homophobes ne sont pas recensés en tant que tels, alors qu'on l'avait demandé. Ils sont « dilués » dans les violences. De plus, un-e élève qui se fait agresser ne tient pas forcément à en expliciter les motifs. Les remontées des inspections d'académie permettaient d'avoir une vision des endroits où il y avait plus de problèmes qu'ailleurs.

- Les personnels LGBT sont également discriminés : le Ministère doit jouer pleine-

ment son rôle d'employeur (cf action 6 du rapport). Un élément important est le constat de la différence entre les recommandations du Ministère et leur mise en application. Il faudrait, dans chaque académie, deux fois par an, que soit organisée une réunion avec le recteur ou la rectrice, ou son/sa représentant-e, et les associations agréées, pour faire le point sur les actions menées. Ce rendez-vous entre administration et associations semble indispensable pour amplifier ces actions encore trop isolées.

Le rapport comporte un tableau de bord de ce qui se fait, et une série de mesures simples et de bon sens ! Pour l'instant, pour des raisons de choix politiques, elles n'ont pas été prises. On ne pourra pas faire l'impasse longtemps sur une véritable lutte contre les LGBTphobies. Les débats autour de la loi ont amené une volonté d'apaisement, mais qui se fait sur le dos des LGBT et par une discrimination discriminée. C'est une grave erreur que ce gouvernement de gauche se contente du mariage pour tous et toutes.

Discriminations LGBT-phobes à l'École - État des lieux et recommandations Rapport - Michel Teychenné - juin 2013

<http://www.education.gouv.fr/cid73123/discriminations-lgbt-phobes-a-l-ecole-etat-des-lieux-et-recommandations.html>

http://cache.media.education.gouv.fr/file/07_Juillet/62/7/rapport_teychenne_juin_2013_261627.pdf

Ce n'est pas un film de cow-boys²



Benjamin Parent, réalisateur

***Ce n'est pas un film de cow-boys* est le premier court métrage réalisé par Benjamin Parent. Sorti en 2012, il a reçu la Queer Palm au Festival de Cannes la même année et a été nommé pour le César du meilleur court métrage.**

Dans un mélange de deux dialogues entrecoupés, deux adolescents d'un côté et deux adolescentes de l'autre échangent à l'école le lendemain de la diffusion à la télévision du film « Le secret de Brokeback mountain ». Les paroles directes pimentées par un vocabulaire ado réaliste permettent successivement d'aborder les thèmes de l'homosexualité, de la virilité et des idées reçues connexes à ceux-ci. Depuis la sortie de son film, Benjamin Parent a été invité à de nombreuses reprises dans les établissements scolaires pour le diffuser et pour échanger dans le cadre de travaux et d'ateliers visant à déconstruire les stéréotypes et à lutter contre les discriminations LGBTphobes. Et c'est seulement fin 2014, lors de sa présentation au festival du film d'éducation des Pays de la Loire, que le court-métrage a subi, comme *Tomboy* l'année précédente, les attaques réactionnaires du mouvement Manif pour tous. Ces derniers, s'érigeant en seuls juges au mépris des nombreuses récompenses reçues à Melbourne, Sarlat, Varsovie ou encore Clermont-Ferrand (et souvent sans même avoir visionné le court métrage), ne demandaient pas moins que l'interdiction de sa diffusion aux publics scolaires.

Lors du colloque, après les douze minutes de diffusion, le réalisateur est revenu sur la genèse du document, sur les débats qu'il a pu soulever ou encore sur son intérêt pédagogique. En tant qu'homme, il lui a paru plus naturel d'évoquer le sujet de l'homosexualité masculine, en référence aux questions qu'il s'était posées à l'adolescence, comme tant d'autres. En tant qu'artiste, il a exprimé des choses dans un contexte sans l'avoir vraiment décidé. Malgré les nombreuses interventions en milieu scolaire qu'il juge utiles, il n'a jamais voulu concevoir son film comme un ouvrage militant.

Les quatre jeunes choisi-es pour incarner le sujet du film ont avant tout été un prétexte pour exprimer l'histoire personnelle d'un coming-out familial. Cependant, ils et elles ont aussi permis d'aborder le thème de la construction de la masculinité et de la féminité, de l'injonction sociétale à être un « mâle alpha » et du malaise, voire de la souffrance, quand une personne ne correspond pas à ce qui est attendu par la majorité (une « féminité » attendue uniquement chez les filles et une « masculinité » uniquement chez les garçons).

²- *Ce n'est pas un film de cow-boys*, Benjamin Parent, Synecdoche

Lors des castings, les quatre acteurs et actrices ont été très en phase avec le sujet et avec ce que l'on attendait de leur part. Leïla, par exemple, avait un point de vue très « spécial » sur l'homosexualité, exprimant le fait que cela ne la dérangeait pas mais qu'elle ne trouvait simplement pas ça normal. Benjamin Parent a notamment utilisé sa maladresse donnant au film un réalisme certain.

Quant aux attaques qu'a pu subir le film, son réalisateur les a plutôt vécues avec le sourire, pensant que déranger la Manif pour Tous était chose intéressante. En toile de fond, c'était aussi pour lui un moyen de faire revivre le film et de le médiatiser. En réaction, et afin que chacun-e puisse savoir de quoi il était vraiment question, il a décidé de le mettre en libre accès sur internet : le film a été visionné pas moins de 50 000 fois en quelques jours. Les attaques réactionnaires ont eu une réponse culturelle simple : « les gens créatifs ne sont pas dans leurs rangs ».

Une question de la salle a suggéré que ce film pourrait renforcer les stéréotypes à travers une vision binaire et normée : d'un côté, les filles en situation de compréhension et, de l'autre, les garçons en position d'explication. En réponse, Benjamin Parent a tenu à expliquer que le cinéma peut être de la sociologie mais que ce n'était pas le but ici. Sa volonté était de mettre en scène de la maturité et de l'immaturité chez les garçons et les filles. Pour lui, les films ont une histoire souvent indissociable de celle du réalisateur. Plus à l'aise avec l'homosexualité masculine, il a alors eu à cœur de montrer que l'acte sexuel masculin est un sujet de rejet fort de la part des garçons et que le sentiment amoureux, même si c'est important, est trop souvent évacué. Introduire une scène avec deux femmes qui parlent d'autre chose que des personnages masculins du film, ou du père d'une des jeunes filles, lui aurait paru artificiel.



Les données chiffrées des LGBTphobies en milieu scolaire



Sylvie GRAS, SOS homophobie

SOS homophobie est une association nationale de lutte contre la lesbophobie, la gayphobie, la biphobie et la transphobie agréée par le ministère de l'Éducation nationale au titre des associations complémentaires de l'enseignement public. Elle est implantée à Paris et dans 18 délégations régionales. L'association, créée en 1994, rassemble 1300 membres, dont 350 bénévoles de terrain. Ses activités se déroulent autour de trois pôles principaux : l'écoute et le soutien, la prévention et le militantisme pour l'égalité des droits.

Plusieurs sources de données, issues des travaux de l'association, peuvent permettre d'établir un état des lieux des violences et discriminations commises à l'encontre des personnes lesbiennes, gays, bies et trans ou supposés l'être :

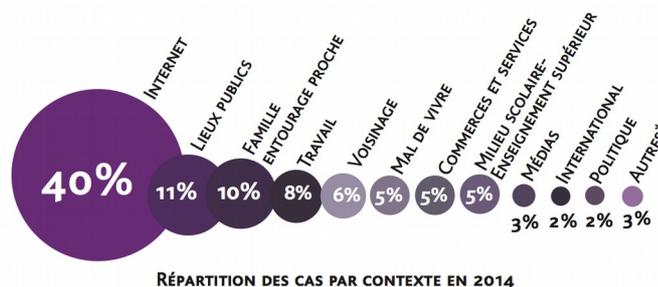
- les témoignages que SOS homophobie reçoit sur son service d'écoute (par téléphone, chat ou courriel) ;
- ceux reçus par courrier ou recueillis lors de permanences sur des stands ;
- ceux reçus via le site dédié aux adolescent-es www.cestcommeca.net ;
- les enquêtes spécifiques menées comme celles sur la lesbophobie ou la bisexualité ;
- des éléments qualitatifs et quantitatifs issus des interventions en milieu scolaire (IMS). En 2013-2014, SOS homophobie a ainsi sensibilisé plus de 17 500 élèves dans 15 académies, soit environ 700 classes et 150 établissements.

Dans le cadre de ce colloque, nous nous intéresserons plus spécifiquement au milieu scolaire et au public des jeunes de moins de 18 ans. Cet état des lieux se fera en deux temps. Tout d'abord, le milieu scolaire, avec l'analyse

des témoignages reçus en 2014 et présentée dans notre rapport annuel, rendu public à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie. Ensuite un bilan sera fait des échanges effectués tout au long de l'année 2014 entre les jeunes sollicitant le site *C'est comme ça* et les répondant-es. L'ensemble sera complété par quelques références en lien avec nos IMS.

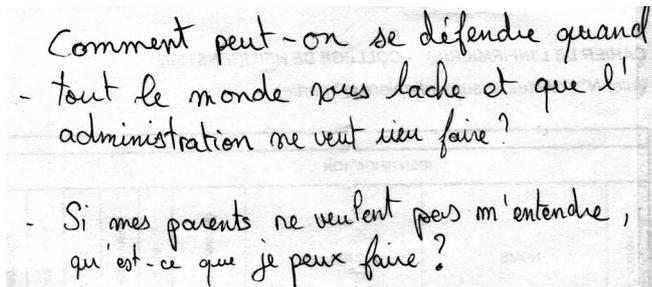
1. Chiffres issus du rapport annuel

SOS homophobie a reçu 2197 témoignages en 2014 soit en moyenne six témoignages par jour. Ils se répartissent en différents contextes :



Internet arrive largement en tête ; 10 % des cas concernent la famille et l'entourage proche ; 5 % le milieu scolaire. Ces deux contextes sont les plus cités par les moins de 18 ans. Leurs préoccupations peuvent être illustrées par les

questions, posées notamment sur les « *petits papiers* » anonymes qu'elles et ils nous remettent en IMS :



Intéressons-nous au contexte du **milieu scolaire**.

SOS homophobie a reçu, en 2014, 103 témoignages relatifs à ce contexte. Les moins de 18 ans témoignent majoritairement (53 %). Même si la moitié des témoignages concerne les hommes, c'est le contexte pour lequel les femmes sont les plus représentées (4 témoignages sur 10). 2 % des témoignages sont le fait de personnes trans.

Les **personnes concernées** par les LGBTphobies en milieu scolaire sont soit des élèves/étudiant-es, soit des professionnel-les, soit des parents. Les victimes et agresseur-ses sont majoritairement des jeunes scolarisé-es. Le principal motif d'agression est l'orientation sexuelle, réelle ou présumée des victimes, ou leur identité de genre, vient ensuite l'intolérance à l'égard des familles homo-parentales. Les jeunes victimes qui nous contactent témoignent du fait que leurs agresseur-se-s agissent fréquemment en groupe ; elles font part très souvent de la passivité de leurs camarades témoins d'agression.

Quelques chiffres concernant les témoignages reçus : les victimes sont dans ¾ des cas des élèves-étudiant-es, pour 15 % des professeur-e-s, 3 % des parents. Les agresseur-euses sont dans 2/3 des cas des élèves-étudiant-es, dans 2 cas sur 10 des professeur-es ou personnels encadrants et dans 4 % des parents.

Les types d'**établissements** mentionnés sont, pour la moitié, des lycées et, pour un quart, des collèges. Moins de témoignages concernent l'enseignement supérieur, l'école primaire ou la maternelle. Les faits peuvent avoir lieu à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement.

Les **manifestations** sont diverses : moqueries et blagues « pour rire », crachats, jets de nourriture et sévices physiques, déchaînements sur les réseaux sociaux où des menaces de mort peuvent être proférées. Cependant, dans la majorité des cas, il s'agit d'insultes et de rejet-ignorance. Dans un tiers des cas, du harcèlement est constaté. Et dans un cas sur cinq, les victimes sont confrontées à de la violence physique.

Les insultes ne sont pas toujours dirigées contre une personne précise ; elles sont souvent banalisées et prononcées sous couvert d'humour. A d'autres reprises, elles ciblent une ou des personnes dans l'intention de nuire et de blesser : sont notamment signalés sur les réseaux sociaux des cas de jeunes injurié-es ou outé-es par des camarades de classe. L'insulte peut être passagère ou perdurer, inscrite, par exemple sur les murs ou le mobilier comme sur cette chaise lors d'une de nos interventions.



Les **conséquences** pour les victimes sont multiples : perte de confiance, peur, isolement, pensées suicidaires ou -plus spécifiques à l'École- difficultés à se concentrer, absentéisme, échec et décrochage scolaires. Un sentiment de honte empêche souvent les jeunes

d'alerter leurs proches, notamment les parents dont elles et ils craignent les réactions.

Quelques exemples de témoignages

Alexis est en Terminale dans le Rhin. Alors qu'il avait commencé le lycée en tant que fille, il a entamé un parcours de transition. Il se définit aujourd'hui pleinement comme un homme. Pourtant certain-es professeur-es continuent obstinément de l'appeler Alexia.

A la suite d'un bisou échangé entre deux petits garçons, Brigitte, enseignante de maternelle, a expliqué à sa classe que oui il était possible de s'aimer et de se marier entre filles et entre garçons. Le lendemain, agressée par un groupe de parents d'élèves, elle s'est vue accusée d'orienter la sexualité des enfants et de vouloir les pervertir par l'enseignement d'une « théorie du genre ». Les parents en question ont porté plainte auprès de l'Académie.

Marlène, lesbienne de 39 ans vivant dans le Pas de Calais, est mère de 4 enfants. Le plus jeune, en CM2, est victime de brimades et coups à l'école du fait de l'orientation sexuelle de sa mère.

Sofiane est isolé dans son lycée de la banlieue marseillaise. Il s'est inscrit sur un site de rencontres homosexuel. Des camarades l'ont trouvé en ligne et se sont fait passer pour un jeune homme intéressé. Ils font circuler des photos intimes de lui dans l'établissement. Humilié, il nous dit ne plus avoir goût à la vie.

2. Les échanges via le site *C'est comme ça*³

Le site cestcommeca.net fête cette année ses 5 ans. Il a ouvert pour l'occasion une page Facebook⁴. Son but est d'apporter des ressources plus spécifiquement aux adolescent-es avec la mise à disposition de définitions, de références de livres et films et

³ - www.cestcommeca.net

⁴ - <https://www.facebook.com/pages/Cest-comme-ca/363471140513984>

de témoignages. Les jeunes qui adressent leur témoignage par courriel⁵ obtiennent une réponse assurée par une équipe de répondant-es formé-es. Les échanges sont anonymes, personnalisés et suivis.

Le site connaît en moyenne 500 visites par jour même s'il reste peu connu. En 2014, comme l'année précédente, les définitions les plus génériques, les témoignages et la liste des films gays attirent les visites les plus nombreuses. D'un point de vue international, la fréquentation montre un franco-centrisme toujours aussi marqué (69 %). Au-delà, il est surtout fréquenté dans l'espace de pays de la francophonie (Maghreb compris).

L'analyse des sujets abordés dans les messages reçus est sur une dimension **qualitative** au regard des synthèses quantitatives du rapport annuel de SOS homophobie. Les thématiques qui ressortent le plus sont liées à la famille, au coming out.

L'homophobie ressentie, venant en particulier des **parents**, a occupé une place non négligeable dans les échanges avec les jeunes, même si peu ont fait part de leur homosexualité dans le cadre familial. En effet, les propos de leurs parents constituent une forme de dissuasion, souvent productrice d'idées négatives, sinon noires. Le climat lié aux organisations « anti mariage pour tou-tes » continue à peser sur les existences des jeunes, en particulier dans les familles où s'expriment des convictions hostiles à l'homosexualité. En revanche, ces jeunes témoignent d'un aspect protecteur reçu de leur **entourage amical** (ou familial élargi aux cousin-es). Bien que les **situations scolaires** évoquées en 2014 aient montré moins de tensions que l'année précédente, c'est après la famille le deuxième contexte où les jeunes LGBT sont le plus confrontés au rejet.

Les **disparités entre situations** continuent d'être considérables, qu'il s'agisse de l'âge, du contexte socioculturel, de l'acceptation d'orientations sexuelles non hétérosexuelles ou

⁵ - envoi à cestcommeca@sos-homophobie.org

de différences liées à l'identité de genre. La condition des adolescent-es LGBT varie ainsi fortement, de l'intégration heureuse à la clandestinité totale. Les situations difficiles (idées noires, scarifications, etc.), sans être très nombreuses, conduisent souvent à des échanges très riches malgré leur complexité. La **bisexualité** demeure un thème récurrent, avec son corollaire éventuel, la biphobie. Nous avons également accompagné un jeune **trans** FtM, ce qui est rare.

3. Conclusion

En 2013, lors des débats sur le mariage des personnes de même sexe, SOS homophobie avait collecté un nombre sans précédent de témoignages. En 2014, le nombre de témoignages recueillis est en baisse. Toutefois, celle-ci est à relativiser : en effet, en

comparant 2014 à 2011, dernière année hors contexte « mariage pour tou-tes », SOS homophobie note une augmentation de 41 % du nombre de témoignages reçus.

Les LGBTphobies sont désormais bien ancrées dans notre société. Les années 2012 et 2013 ont contribué à libérer une parole et des actes LGBTphobes décomplexés. La non tenue des promesses gouvernementales ne fait que les attiser : droits de filiation différents entre parents hétérosexuels et homo-bi-sexuels, refus de l'accès à la PMA à toutes les femmes, tergiversations sur l'accès au don du sang pour les hommes gays et bis, absence d'avancée pour un changement d'état civil simple pour les personnes trans et pas de réalisations concrètes pour lutter contre les LGBTphobies à l'École.

Ce contexte alimente et légitime l'homophobie et la transphobie dont les jeunes sont notamment victimes.



Agir à l'école contre l'homophobie : savoir-faire et pratiques éducatives



Joëlle Magar-Braeuner
LEGS, Paris VIII
Sociologie, Université du Québec à Montréal

Lutter contre l'homophobie à l'école, c'est s'engager aussi dans la perspective plus vaste d'une remise en question de l'hétéro-normativité. En effet les comportements homophobes n'y sont pas accidentels mais bien structurels.

Ainsi les données recueillies par Line Chamberland et Gabrielle Richard en 2012 au Québec établissent que, au cours des six mois précédant leur enquête, 69 % des élèves identifié-es LGBT ont été exposé-es à des comportements homophobes, ainsi que 35 % des élèves qui s'identifient hétéro-sexuel- les.⁶

Comme toutes les institutions, l'école véhicule dans son dispositif⁷ la norme d'une sexualité légitime, nécessairement hétéro-sexuelle, au détriment d'autres expressions de la sexualité. Cette norme est intrinsèquement articulée avec la construction des identités sexuées masculine et féminine dont l'école, en tant qu'espace de socialisation, est à la fois un haut lieu de la réalisation en même temps que la possibilité de leur déstabilisation.

⁶- Line Chamberland, Gabrielle Richard et Michaël Bernier, « Les violences homophobes et leurs impacts sur la persévérance scolaire des adolescents au Québec » - 16 juillet 2013 - consultable sur : <http://rechercheseducations.revues.org/1567>

⁷- Dispositif au sens ou l'entend Foucault (1977) : « un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref : du dit aussi bien que du non-dit. »

Dans la tension qui traverse l'institution éducative entre sa fonction de reproduction des rapports sociaux et celle de la transformation de ces rapports, quelles sont les marges de manœuvre dont disposent les enseignant-es qui appuient leur agir professionnel plutôt sur le pôle émancipatoire de l'école ?

Plusieurs pistes se dessinent qui ont toutes en commun l'objectif de favoriser une pédagogie critique, c'est-à-dire susceptible de développer le pouvoir d'agir des sujets par l'usage de la réflexivité, la conscience des rapports de pouvoir, et la maîtrise des outils du débat dialectique.

Le quotidien de l'école est parsemé de myriades de situations et d'interactions dans lesquelles se manifestent, voire se construisent, les normes de genre. Par exemple cette interpellation d'un professeur à une élève qu'il estime trop remuante : « Arrête de faire le caïd là, tu te tournes, tu fais ci, tu fais ça, arrête de faire le bonhomme quoi ! ». Fort probablement ce professeur n'a pas conscience, à cet instant, de délivrer un message prescriptif qui concerne à la fois le comportement licite à adopter quand on est une fille et celui plus généralement adopté par les garçons.

L'effectivité d'une norme est d'autant plus puissante que celle-ci est implicite, lui prêtant un effet d'évidence qui, si elle crève les yeux, peut rendre aveugle... Aussi, avant même que de la soumettre à l'examen critique, il importe de la rendre visible. Le terme de « démystification », employé au Québec lors des campagnes de sensibilisation, traduit ce double mouvement d'éclaircissement par l'explicitation du non-dit et par l'apport de connaissances.

Les productions visuelles de l'espace médiatique, en particulier la publicité, mais aussi la littérature jeunesse, rendent compte des représentations dominantes concernant la sexualité, la famille, les identités sexuées, l'amour. Elles offrent d'excellents supports, par l'analyse d'images, au repérage des stéréotypes mobilisés et au décryptage des normes sous-jacentes. La même démarche peut être réalisée avec profit au sujet de l'iconographie des manuels scolaires.

Cette pratique de questionnement des stéréotypes, dont l'enjeu est la dénaturalisation des rapports sociaux, nécessite, pour être efficace, d'être accompagnée d'une posture pédagogique qui garantit suffisamment de sécurité pour rendre possible un mouvement de déstabilisation cognitive, condition préalable du changement.

Aussi la clarification de ses propres représentations, la détermination de ses objectifs et l'identification de ses sources de légitimité sont un passage obligé pour étendre son espace de liberté et d'action dans le champ éducatif.

Ceci ne va pas de soi dans un espace institutionnel qui postule la neutralité comme impératif de l'acte professionnel. Cette notion nécessite d'être retravaillée en profondeur quand les sujets sur lesquels on souhaite intervenir occupent une zone mouvante entre le privé et le politique, le personnel et le professionnel, l'intime et le public. De même, le corps, le désir, les émotions n'ont pas vraiment bonne presse dans l'école française, si ce n'est dans un cadre disciplinaire dédié et

encadré (le corps en EPS, les émotions en littérature, le désir... ?)

On peut cependant s'appuyer sur les contenus disciplinaires pour déployer des perspectives nouvelles associées à de la positivité : utiliser en histoire les évolutions du costume, l'histoire de la mode, pour dégager le caractère contextualisé des codes relatifs au genre et ce qu'ils font apparaître des rôles sociaux ; introduire en français ou en littérature des textes qui évoquent la diversité des sexualités ; travailler sur l'évolution des droits dans les aires géo-politiques ; utiliser des personnages atypiques et varier les exemples de situations conjugales, familiales dans les énoncés d'exercice... En parallèle des activités et contenus propres à l'enseignement, la vie quotidienne de la classe et de l'établissement scolaire offre d'innombrables occasions de manifestation des stéréotypes et ce faisant, d'innombrables occasions de les mettre en doute plutôt que de les valider par le silence ou l'approbation. Ainsi face à l'affirmation péremptoire que les garçons n'aiment pas les feutres à paillettes, la reformulation de l'énoncé accompagnée d'une expression de doute « Tu crois que les garçons n'aiment pas dessiner avec ces feutres... ah bon ? » permet d'ouvrir une brèche dans la certitude, sans pour autant entrer dans un débat argumentatif qui nécessite du temps. Bref la matière ne manque pas, pour peu que l'on ait surmonté les craintes relatives à cette mise en perspective systématique de la norme.

Ces dernières sont légitimes dans un contexte encore marqué récemment par la violence des réactions conservatrices quant au maintien d'un ordre social intangible ; elles concernent en particulier les réactions possibles des parents. Aussi s'engager dans une démarche de ce type suppose de s'assurer au préalable d'appuis auprès de sa hiérarchie, d'un collectif de collègues, idéalement de l'inscrire dans une dynamique élaborée à l'échelle de l'établissement. Des expériences lors desquelles les parents ont été associé-es, dès les premiers questionnements, à la définition de projet, ont montré qu'ils/elles n'étaient pas

moins demandeurs de réflexion à ce sujet et en capacité d'y contribuer. L'attention aux formes et modalités des réunions, ainsi que la maîtrise des outils d'animation de débat sont des prérequis pour ouvrir un espace de confrontation des représentations et des points de vue, potentiellement susceptibles de transformation.

Les comportements explicitement homophobes constituent la face émergée de l'iceberg de l'hétéronormativité ; il y a un relatif consensus dans l'espace scolaire pour les prendre en compte et les sanctionner. Cependant, s'en tenir à un discours sur le respect des différences (c'est la réponse majoritairement adoptée) ne permet pas d'agir sur les dimensions immergées qui génèrent la division sexuée et la hiérarchie de valeur entre le masculin et le féminin. Elles se traduisent par des micro-agressions si bien intériorisées et naturalisées qu'elles sont rarement associées au sexisme ou aux LGBTphobies. Elles s'expriment en particulier dans la dynamique

du groupe-classe, par des phénomènes d'affiliation, de constitution de petits groupes, de hiérarchie des positions ; l'accès à la parole et à la reconnaissance, dans ce contexte, est un enjeu majeur dans les rapports de pouvoir qui s'y jouent. Aussi c'est par une attention fine aux interactions, par la capacité à identifier leurs enjeux, et par la mise en place de mécanismes explicites de régulation de groupe qu'il est possible de transmettre avec cohérence un message qui conteste les normes implicites ségrégatives et leur hiérarchie, afin de garantir au maximum un cadre égalitaire.

Plutôt que d'attendre une évolution de mentalités et des discours, c'est en agissant sur ses propres pratiques professionnelles, en se positionnant, en gagnant par conséquent de la cohérence et de la densité, qu'il est possible d'adopter une posture suffisamment sécurisante pour ensuite semer des points d'interrogation, condition nécessaire à l'accroissement du pouvoir d'agir et à la transformation des représentations.

Joëlle MAGAR-BRAEUNER

Formatrice, Doctorante en sociologie,
Laboratoire d'Études de Genre et de Sexualité, Paris VIII
Université du Québec à Montréal
joelle.braeuner@wanadoo.fr

Agir contre les LGBTI-phobies à l'école en éducation à la vie sexuelle et affective

Élise Devieille

Des méthodes existent pour lutter contre les LGBTI⁸phobies à l'école, à travers l'éducation à la vie sexuelle et affective. En France, rappelons que la circulaire de 2003 a rendu obligatoire l'éducation à la sexualité à raison de trois séances par an et par élève, de l'école élémentaire au lycée... mais que rares sont les établissements à pouvoir respecter ce programme⁹, faute de ressources matérielles et humaines, c'est-à-dire de volonté politique suffisante pour former les personnels et y mettre des moyens nécessaires.

Ainsi, légalement, l'espace pour aborder la question des sexualités existe. Cependant, cet espace est utilisé pour aborder principalement de la sexualité reproductive (anatomie et physiologie de la reproduction - fécondation, contraception), et la sexualité récréative uniquement sous le biais des risques (contaminations par IST, grossesses non désirées, violences sexuelles, etc.). Les rares séances d'éducation à la sexualité se caractérisent donc par une approche de la sexualité plutôt négative, et très hétérocentrée. Si les directives pour l'égalité ont peu à peu gommé les formules explicitement hostiles aux LGBTI des textes officiels, des pans entiers de la population et des pratiques sexuelles sont dans le meilleur des cas « tolérés », mais le plus souvent invisibilisés, ou tout simplement exclus des programmes scolaires, comme s'ils ne faisaient pas partie du champ de la sexualité.

Des méthodes alternatives existent cependant : la pédagogie inclusive et la pédagogie critique des normes permettent d'aborder et de concevoir l'ensemble des variations des sexualités (hétéro, homo, bi, pansexualité¹⁰), des identités de genre (cisgenre¹¹ / transgenre et lutte contre les stéréotypes de genre), des caractéristiques sexuées (organes standards / intersexuation).

⁸- LGBTI : lesbiennes, gays, bi, trans, intersexes.

⁹- Rapport de synthèse de l'IGAS, *Évaluation des politiques de prévention des grossesses non désirées et de prise en charge des interruptions volontaires de grossesse suite à la loi du 4 juillet 2001*, AUBIN Claire, JOURDAIN MENNINGER Danièle, CHAMBAUD Laurent, France : Inspection générale des affaires sociales, octobre 2009, p. 5.

¹⁰- Pansexualité : orientation sexuelle caractérisant des individus potentiellement attirés sexuellement et/ou sentimentalement par d'autres personnes, indifféremment du sexe anatomique ou de l'identité de genre de celles-ci.

¹¹- Cisgenre : du latin *cis* (du même côté), se dit d'une personne qui a toujours vécu un alignement entre la catégorie de sexe qui lui a été attribuée à la naissance, son identité de genre, et la catégorie de sexe à laquelle l'identifie la société. Autrement dit, une personne cis est une personne qui n'est pas trans.

Nous illustrerons ces différentes approches avec des exemples tirés de l'exposition française d'éducation à la sexualité *Zizi sexuel*¹², et des extraits du manuel suédois d'éducation à la vie affective et sexuelle *Le livre le plus important du monde*¹³.

1- L'exclusion et l'invisibilisation

L'hétéronormativité

La société française est, comme toutes les sociétés occidentales contemporaines, une société hétéronormative. L'hétérosexualité y est présentée comme quelque chose de « normal », de « naturel » et de souhaitable. La sexualité des lesbiennes, des gays, des bisexuel-les, des pansexuel-les, est encore considérée comme moins « normale », moins « naturelle » que l'hétérosexualité. Par conséquent, toutes ces personnes ont tendance à être invisibilisées, dévalorisées, marginalisées, stigmatisées, voire harcelées, agressées.

La bi-catégorisation

Pour qu'il y ait des hétérosexuel-les, il faut penser qu'il existe deux catégories d'êtres humains, exclusives et complémentaires : des hommes et des femmes, cisgenres, et exprimant leur identité de manière virile pour les uns et féminine pour les autres. Il s'agit d'une catégorisation binaire de l'humanité, qui ne correspond pas à la diversité des corps et des identités. Les personnes intersexes¹⁴ (qui représentent 1,7 % des naissances), les personnes trans¹⁵, (transsexuelles : 0,4 % ;

¹²- *Zizi sexuel, l'expo ! L'amour et la sexualité expliqués aux pré-ados*, à la Cité des Sciences de Paris (19^e arr.) du 16 octobre 2007 à janvier 2009, puis à nouveau en 2014-2015. Exposition d'éducation sexuelle destinée aux 9-14 ans (du CM1 à la 3^{ème}), conçue et réalisée par la Cité des sciences et de l'industrie (Maud GOUY, commissaire de l'exposition et Dorothee VATINEL, commissaire adjointe), en collaboration avec Zep et Hélène BRULLER, auteurs du *Guide du zizi sexuel* paru en 2001 aux éditions Glénat. Avec le concours du bureau de l'action sanitaire et sociale et de la prévention - DGESCO (Direction générale de l'enseignement scolaire), et le soutien de la DRASS Île-de-France (Direction régionale des affaires sanitaires et sociales d'Île-de-France). Le Comité Scientifique de l'exposition était composé de Philippe BRENOT (psychiatre et anthropologue, directeur d'enseignement au DIU de sexologie à l'université Paris-V) ; Jean-Yves CARIOU (didacticien des sciences, professeur de SVT à l'IUFM de Paris) ; Paul DURNING (professeur en sciences de l'éducation et directeur général du GIP Enfance en Danger – 119 Allô Enfance en Danger et Oned) ; Maurice GODELIER (anthropologue, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, ancien directeur scientifique au CNRS) ; Didier LAURU (médecin, psychiatre et psychanalyste, directeur du CMPP Etienne Marcel à Paris) ; Sylvie OCTOBRE (chargée d'études au Département des études, de la prospective et des statistiques du ministère de la Culture et de la Communication) ; Pascal PICQ (paléoanthropologue, maître de conférences au Collège de France, Laboratoire de paléoanthropologie et de préhistoire) ; Emmanuelle PIET (médecin départemental de P.M.I, Conseil Général de Seine Saint Denis).

¹³- SIMONSSON Nathalie, *Världens viktigaste bok. Om kroppen, känslor och sex* (« *Le livre le plus important du monde. À propos du corps, des sentiments et du sexe* »). Stockholm : Ordfront, RFSU, 2012, 198 pages.

¹⁴- L'intersexuation est un terme générique regroupant une diversité de situations : les personnes intersexes ont des caractéristiques sexuées ambiguës, c'est-à-dire des variations chromosomiques, gonadiques, génitales et/ou hormonales qui rendent impossible leur classement dans les catégories « mâle » ou « femelle » (hyperplasie congénitale des surrénales, syndrome de Klinefelter XXY, etc.). Le chiffre d'1,7 % est donné par Anne Fausto-Sterling, professeure de biologie à l'université de Brown, Rhode Island, USA (« *Sexing the Body : Gender Politics and the Construction of Sexuality* », New York : Basic Books, 2000, pp. 52-53).

¹⁵- « Trans » est un concept parapluie qui qualifie les personnes non cis : les personnes transgenres ont et expriment une identité de genre qui ne correspond pas à la catégorie de sexe qu'on leur a attribuée à la naissance. Il peut s'agir de

transgenres : 4 %), les personnes queer¹⁶, sont en France discriminées.

L'éducation française à la sexualité est le reflet de cette société organisée de façon hétéronormative et binaire. À l'École, les manuels, les guides de formation des enseignant-es édités par l'Éducation nationale, les formations académiques proposées aux personnels scolaires, et donc les séances effectuées en classe, excluent la plupart du temps l'homosexualité, et quasi intégralement la bisexualité, la pansexualité, l'asexualité, l'intersexuation et la question trans.

En règle générale, la seule sexualité ayant le droit d'être citée en classe est l'hétérosexualité, mais pas toutes les pratiques hétérosexuelles. C'est la sexualité reproductive qui est mise en avant, plus précisément la pénétration péno-vaginale entre partenaires cisgenres, monogames, amoureux, sans handicap, de même couleur de peau, en missionnaire. Toutes les autres pratiques sexuelles sont (la plupart du temps) exclues des explications proposées aux jeunes, et aux enfants en particulier. Par exemple, dans l'expo *Zizi sexuel*, la « Fresque de l'amour »¹⁷ qui explique « comment on fait l'amour » commence par « D'abord, il faut un garçon et une fille », et termine par la représentation d'une pénétration péno-vaginale en missionnaire.

2- La tolérance

Dans le meilleur des cas, quand l'homosexualité est abordée en éducation à la sexualité, c'est sur le mode de la « tolérance » : dans l'expo *Zizi sexuel*, par exemple, l'homosexualité n'est citée nommément qu'à la huitième page d'un quiz sur un petit écran : « C'est nul de se moquer des homosexuel(le)s. Es-tu d'accord ? »¹⁸. On comprend bien l'objectif de ces messages, qui visent à combattre l'homophobie avec plein de bonne volonté... Mais en appelant les hétérosexuel-les à « tolérer » les homosexuel-les, on cristallise un rapport de pouvoir inégalitaire. Qui tolère, et qui est toléré-e ? Ce sont les hétérosexuel-les qui définissent « la norme » et décrètent qui en fait ou non partie, qui sera toléré-e ou non, qui aura des droits et qui n'en aura pas. On tolère toujours quelque chose dont on préférerait qu'elle n'existe pas, et on tolère toujours jusqu'à un certain point. Même tolérée, l'homosexualité reste présentée comme moins souhaitable, moins positive, moins « normale » que l'hétérosexualité.

personnes transsexuelles, queer, travesties, dont certaines ne se reconnaissent pas dans les catégories traditionnelles « garçon » ou « fille ». Parmi les personnes transgenres, les personnes transsexuelles sont des personnes nées avec un corps qui ne correspond pas à leur identité de genre, et qui décident de changer de sexe, soit au moyen d'une transition médicalisée (traitement hormonal et/ou opération chirurgicale de réassignation sexuelle), soit au moyen d'une transition sociale.

¹⁶- « Queer » est un terme anglais qui signifie « étrange », « bizarre », et qui était utilisé pour stigmatiser les personnes sortant des normes du genre et de la sexualité. Dans les années 1980, par provocation, retournement du stigmatisme et ironie, des militant-es et intellectuel-les récupèrent ce terme et le revendiquent pour casser les catégories binaires hommes/femmes, hétéro/homo... : se revendiquent queer les personnes (lesbiennes, gays, bi, trans, adeptes du BDSM, fétichistes, etc.) qui expriment leurs identités et leurs sexualités en dehors des cadres normatifs.

¹⁷- Extraits de *Zizi sexuel. L'expo!*. Panneaux visibles à la Cité des Sciences de Paris et sur le site internet de la Cité des Sciences. Autre extrait d'un panneau de l'exposition : « Les amoureux vont alors se rapprocher et joindre leurs corps par le sexe. Pour cela, le garçon s'allonge sur le corps de la fille. Elle ouvre les jambes pour que le sexe du garçon entre dans le sien. »

¹⁸- Ce quiz « 10 bons trucs à savoir » est également disponible en ligne sur le site de la Cité des sciences : <http://www.cite-sciences.fr/au-programme/expos-temporaires/zizi-sexuel/10-bons-trucs-a-savoir/index.php> (dernière consultation le 29 juin 2015).

Deux autres méthodes ont été développées en éducation à la sexualité pour inclure les LGBTI et remettre en question les normes en matière d'identité et de sexualité : la pédagogie inclusive et la pédagogie critique des normes.

3- L'inclusion

Pour l'association suédoise pour l'éducation à la sexualité, RFSU, il est important que les individus comprennent que la sexualité est diverse dès le départ. Il n'y a donc pas de raison d'exclure l'homosexualité du champ de la sexualité abordée en classe. Mais la question de l'homosexualité n'est pas la seule à pouvoir bénéficier de cette pédagogie inclusive. Dans *Le livre le plus important du monde*, cette démarche d'inclusion a consisté à s'assurer à chaque étape de l'élaboration et de la production du manuel, que l'humanité était toujours représentée dans sa diversité. La rédaction des textes et la conception des illustrations vise à inclure systématiquement tous les individus, filles, garçons, personnes intersexes et personnes transgenre, personnes homo, hétéro, bi, pansexuelles, asexuelles, mais aussi de toute corpulence, couleur de peau, taille, origine sociale, handicap, etc.

Le livre le plus important du monde lutte contre le différentialisme et la bi-catégorisation de l'humanité en deux cases « hommes » et « femmes » : l'auteure insiste sur les similitudes plutôt que sur les différences (comparaison pénis-clitoris plutôt que pénis-vagin, description des organes et des corps dans leur diversité de formes, de couleurs, de tailles...) Les personnes ayant été excisées ou circoncises ne sont pas oubliées, de même que les personnes intersexes sont incluses¹⁹. On aborde aussi la question trans et cis, mais plutôt dans la méthode complémentaire destinée aux enseignant-es que dans le livre pour les enfants. L'explication des termes trans et cis est très claire²⁰, on peut donc se demander pourquoi elle n'a pas été intégrée au *Livre* destiné aux enfants. Des conseils très concrets sont même proposés aux enseignant-es pour soutenir les élèves trans à l'école : respect du droit à l'auto-détermination, ne pas faire des groupes de travail « par sexe » (les filles d'un côté, les garçons de l'autre), ajouter une case aux formulaires demandant le sexe des élèves, ou supprimer les cases...

La sexualité est abordée dans sa diversité, à la fois en neutralisant les formulations pour que tout le monde se sente concerné, mais aussi en intégrant de manière systématique l'homosexualité, à la fois dans les chapitres sur les sentiments amoureux et la sexualité, et dans les autres chapitres, comme une composante normale et banale de la vie.

¹⁹- « Les sexes peuvent avoir des apparences très diverses. Chez certains enfants, les parties se développent de telle manière que leur sexe n'est pas clairement une zézette ou un zizi. » (*Världens viktigaste bok*, op. cit., p. 21, ma traduction)

²⁰- *Världens viktigaste handledning om kroppen, känslor och sex* (« La méthode la plus importante du monde sur le corps, les sentiments et la sexualité »), de Nathalie Simonsson. Stockholm : Ordfront, RFSU, 2013, 132 pages. Extraits : « Certaines personnes considèrent qu'elles ne correspondent pas à une des deux catégories [homme ou femme] – certaines ne se sentent ni l'un ni l'autre, et d'autres les deux. Une personne qui ressent cela est appelée une personne trans ». Et plus loin : « Pour qui n'est pas une personne trans, on utilise parfois l'expression de personne cisgenre. Le mot *cis* signifie "du même côté". Une personne cis est quelqu'un dont le corps biologique correspond avec comment elle se sent, et comment les autres la perçoivent » (p. 32, ma traduction).

4- La critique de la norme

Quand on n'emploie que la pédagogie inclusive, on risque cependant de tomber dans un autre travers : maintenir la norme dans l'invisibilité, en gommant la question des rapports de pouvoir et des privilèges. La pédagogie critique des normes consiste à remettre en question ces catégories socialement construites en soulignant les rapports de pouvoir qui existent entre elles. En ce qui concerne l'hétéronormativité par exemple, la pédagogie critique des normes s'oppose à la pédagogie de la tolérance : elle consiste à mettre au centre du questionnement la norme elle-même, comment elle est produite et reproduite, les privilèges qu'elle procure, etc. *Le livre le plus important du monde* met en lumière pour mieux les questionner le genre, l'hétéronormativité, la bicatégorisation par sexe, mais aussi les normes touchant à la corpulence, à la couleur de peau, au handicap, etc.

La complexité et l'exigence de l'approche théorique (et l'ancrage dans la recherche universitaire suédoise) sur laquelle repose *Le livre le plus important du monde* n'est cependant pas immédiatement perceptible aux jeunes lectrices et lecteurs : un important travail pédagogique a permis de rendre le manuel très accessible aux préadolescent-es, les textes étant simplement formulés et les illustrations style manga diffusant une vision joyeuse, égalitaire et libre de la sexualité.

Élise Devieille, enseignante, docteure en sociologie
co-fondatrice de l'association Épicène, dont l'objet est la diffusion des connaissances en sciences
sociales sur le genre, les sexualités et les familles, dans le but de lutter contre le sexisme et
l'hétérosexisme.

Discriminations et violences de genre à l'école



Johanna DAGORN
Université de Bordeaux

L'école « transmet les normes de genre car elle est indifférente au genre ». L. Acherar, 2007.

La société a toujours discriminé selon des critères bien identifiés comme l'origine ethnique ou sociale, par exemple. Pour ce faire, elle a créé des systèmes de hiérarchisation et de valeurs différenciées qui ont perduré bien après la décolonisation ou le droit de vote des femmes, ou le mariage pour tou-tes. Ce n'est pas parce qu'on a ouvert le mariage aux couples homosexuels que l'homophobie a cessé, elle se manifeste jusque dans les murs de l'école.

Le concept de genre

La question du genre traverse toutes les sociétés et institutions, dont l'institution scolaire au premier rang.

« Le concept de genre utilisé pour nommer la différence des sexes nous vient de l'anglais. Les auteurs (ou autrices) anglophones utilisent « gender » parce que « sex » en anglais renvoie beaucoup plus strictement qu'en français à une définition biologique du masculin et du féminin. Gender renvoie à la dimension culturelle de la sexuation du monde à laquelle correspondent les termes français de masculin et féminin » (Anne-Marie Daune-Richard).

Mal traduite en français par genre, la notion de genre est apparue pour la première fois sous la plume d'Ann Oakley afin de le distinguer du sexe dans *Sex, Gender and Society*, Temple Smith, 1972.

Elle distingue 3 éléments pour définir ce terme :

- Le genre est un contenu social et arbitraire. Il

n'y a rien dans la nature qui justifie l'ordre social.

- Le genre est ce qui permet d'établir une division sociale entre les sexes. Cette division est présente dans toutes les sociétés.
- Le genre va permettre d'établir une hiérarchie entre les sexes et valeurs attribuées aux sexes.

Le terme « genre » renverrait donc plus directement à cet « ensemble de règles implicites et explicites régissant les relations femmes/hommes et leur attribuant des travaux, des valeurs, des responsabilités et des obligations distinctes.

Ces notions renvoient également à l'« identité de genre », qui est une expression très récente (Jogjakarta, 2007). Elle vient signaler, ce que l'anthropologie (Mead) et la psychologie (Stoller) avaient déjà démontré, à savoir que nous avons tous-tes une identité de genre, c'est-à-dire une manière de vivre sa masculinité et sa féminité. Mais cette notion souligne aussi que les expressions de genres individuelles ne sont pas forcément celles attendues par la société, qui assigne le plus souvent un « genre » à un « sexe » (Sterling,

2013). Toutefois, il reste à noter l'extrême difficulté d'être autre chose qu'une « femme féminine » ou qu'un « homme masculin » (Bourcier, 2007) dans une société où les normes de genres, depuis l'enfance (Faure, 2007), sont si bien ordonnées.

Le sexisme au centre de la question de l'homophobie à l'école

Ces relations genrées et violences induites sont nourries par les représentations sociales et le sexisme à l'école comme ailleurs.

Le mot est apparu très récemment aux États-Unis dans les années 1960²¹. C'est dans une répartition différenciée et hiérarchisée des rôles (Héritier, 2005) que va s'opérer une partie de l'homophobie sur la péjoration du féminin (ne pas être une fille, « une tapette ») et sur le fait d'être un « vrai gars » face au groupe des garçons. La socialisation des garçons dessine deux groupes bien distincts : ceux qui arrivent à montrer leur force, à être les plus forts, les plus virils ; et les autres qui risquent d'être déclassés dans la catégorie des sous-hommes, des « pédés ». Aux premiers « les médailles de virilité » (S. Ayrat, 2011), aux autres, l'opprobre. Les démonstrations de force, les bagarres fréquentes, les insultes à caractère sexiste et homophobe constituent le quotidien de nombreux garçons au collège (V. Houadec, 2013). Et certains de ces jeux, tels le chat-bite²² montrent à quel point il est crucial de ne pas figurer dans la catégorie du féminin. Ici, sexisme et homophobie se conjuguent et dessinent une cartographie de la classe, du groupe de pairs, de la cour de récréation et des activités péri-scolaires, fortement marquée par l'hétérosexisme (Dayer et Alessandrin, 2015).

Les violences sexistes sont à relier notamment aux représentations stéréotypées qui se forgent dès la prime enfance chez les

²¹- Article de S. Vanauken (1969) référencé comme étant la première fois où le terme apparaît. Il emploie ce terme par analogie avec la notion de racisme.

²²- Il s'agit de presser les parties génitales du garçon le moins rapide, voire le plus faible.

garçons et les filles. La valorisation des stéréotypes masculins (recherche de la performance, virilité...) est souvent intériorisée dès le plus jeune âge. De ce fait, certains garçons peuvent affirmer leur appartenance au genre masculin par des violences verbales (insultes...). Les jeunes filles peuvent être réduites à l'état d'objet sexuel par les garçons et la société entière à travers les médias notamment. Pour se conformer à leurs stéréotypes d'appartenance, certains (principalement des garçons) s'arrogent le droit de proférer des violences verbales (insultes...), d'agresser sexuellement les filles ou d'humilier les garçons les plus faibles. Par le jeu et « l'humour », s'ancrent ouvertement des comportements sexistes, induisant une sous-estimation de la victimation. Ces mécanismes génèrent des tensions, voire des violences sexistes souvent minorées par les protagonistes : les adultes, peu formé-es à ce type de violences, les garçons et les filles qui assimilent nombre de ces violences à un jeu, et les victimes elles-mêmes. Ces dernières ont un seuil de tolérance trop élevé du fait notamment d'une intériorisation des stéréotypes largement confortée par l'ensemble de la société²³.

Par ailleurs, la discrimination à l'encontre des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles ou trans' se définit par le traitement inique d'une personne en fonction de son orientation sexuelle et de son identité de genre. Elle est une forme de sexisme dans la dévalorisation et la péjoration du féminin, mais c'est aussi la domination de l'hétérosexualité comme norme absolue (un couple = un homme et une femme).

En cela, le genre et le sexisme peuvent toucher aussi bien les filles ne correspondant pas aux attentes sociales (l'image de la « pute ou de la salope », de la camionneuse) comme du garçon pas assez masculin.

²³- On peut ici parler de violence symbolique dans la mesure où il y a incorporation de la violence par les victimes (P. Bourdieu, 1970).

L'homophobie à l'école

« *Au commencement, il y a l'injure* » (D. Eribon « *Réflexions sur la question gay* », 2012). Les mots ont ce « *pouvoir de blesser* » (Butler, « *Le pouvoir des mots* » 2004) de telle sorte qu'ils initient des expériences souvent violentes, notamment lorsque ces mêmes insultes sont banalisées et relayées dans la société.

Nombre de ces atteintes rentrent dans le cadre de la loi contre les discriminations. Le Défenseur des droits combat les inégalités fondées à partir des 20 critères prohibés par la loi, comme le sexe, l'orientation sexuelle ou l'identité sexuelle (art. 225-1 du code pénal passible de 3 ans d'emprisonnement et 45.000 € d'amende avec aggravation si cela se passe en réunion).

Les chiffres des violences relevées à l'école selon le genre révèlent que plus de 25 % des garçons au collège et lycée ont reçu des injures à caractère homophobe et près de 15 % des filles ont eu des remarques liées à leur apparence physique ou comportement jugés « pas assez féminins », alors que cette proportion est moitié moins pour les garçons. Près de 57 % des garçons rapportent avoir exercé de la victimation verbale homophobe, tandis que c'est le cas pour 25 % des filles. (J- M Pugnière, nov 2011). Ces agressions sexuelles, dont certains garçons sont victimes, sont comme celles des filles, enclines à instaurer une position de domination genrée. Ainsi, le fait de « déshabiller de force », qui est un des items sexuels dont les garçons sont le plus victimes avec le voyeurisme²⁴, est un acte visant à dévaloriser les plus faibles tout en instaurant davantage de virilité au sein du groupe de pairs. Ce type d'agressions est d'ailleurs majoritairement de type homophobe. Et la lesbophobie, la gayphobie, la biphobie et la transphobie²⁵, en dépit des actions de

²⁴- Relevé dans l'enquête d'E. Debarbieux, UNICEF, 2011.

²⁵- 21 % des transsexuel-les ont arrêté leurs études à cause de la transphobie (étude du crips, 2007, citée par D. Latour, 2011)

prévention assurées par les associations dédiées comme le Collectif contre les LGBTphobies en milieu scolaire, sont très prégnantes.²⁶

Ces violences sont présentes dans toutes les sociétés. Elles ne peuvent donc se réduire à des responsabilités individuelles. En ce sens, elles sont la résultante de toutes les violences de genre car elles peuvent se produire contre des garçons auxquels sont attribuées des caractéristiques du genre féminin. Comme le racisme, le sexisme renvoie au fait d'inscrire la différence entre garçons et filles dans des rapports hiérarchiques de domination.

Combattre les violences LGBTphobes à l'école demande une vigilance accrue. Le cadre légal est important car il permet de s'extirper de l'immédiateté de l'action. Mais, il n'est pas transposable pour toutes les violences. On peut rappeler aisément le cadre juridique pour les violences sexuelles qui sont clairement encadrées par la loi, mais non pour toutes les formes de violences sexistes, qui en dehors des critères de discriminations, ont un contour flou et subjectif. Les insultes sexistes « salope », « pute », et les attaques contre l'orientation sexuelle ou supposée ou le rappel de l'hétéro normativité dominante par certaines insultes : « pédé », « gouine », « goudou » ne doivent pas rester sans réponse. Le rapport Teychenné (2013) rappelle la banalisation de ces insultes alors même que le personnel éducatif réagira davantage aux insultes à caractère raciste.

Lutter contre les violences de genre, c'est lutter contre toutes les violences. Qu'elles touchent les femmes, les homosexuel-les, et/ou les trans'. Mais c'est aussi une question de justice sociale et scolaire !

²⁶- Ces associations alertent régulièrement sur l'isolement et la détresse de certain-es élèves victimes d'homophobie.

Quel est le lien entre les stéréotypes de genre et les LGBTphobies ?



Cha Prieur, ATER
Université Paris-Sorbonne
Laboratoire Espaces, Nature et Culture

Mon but, lors de cette intervention, est d'inviter à réfléchir aux termes que nous employons et que nous fixons sur des réalités. Pour ce faire, je commencerai par présenter mon approche de la société hétérosexiste et des rapports de domination en général. Puis je m'intéresserai à la question du lien qui peut être fait entre sexisme et LGBTphobies tout en montrant que le terme LGBTphobie englobe différents types de violences et de discriminations selon qu'on soit une personne lesbienne, gay, bi, trans ou même queer.

1- Contextualisation

Je travaille dans une perspective matérialiste et queer. J'envisage que la société est traversée par des rapports de domination (le genre, la classe, la race mais aussi la sexualité) qui produisent des situations d'injustices, de discriminations et des violences structurelles. Il ne s'agit pas seulement de parler de personnes homophobes (ou de comportements homophobes) mais de montrer comment le système a construit une norme et a rejeté les individu.e.s qui ne s'y conforment pas. Il est donc très important de montrer dans un premier temps comment s'imbriquent les questions de genre et de sexualité.

Le concept de contrainte à l'hétérosexualité est proposé par Adrienne Rich. Elle montre comment l'hétérosexualité ne doit être pensée ni comme naturelle ni comme une

préférence mais comme un système imposé aux personnes assignées femmes depuis leur naissance. Elle utilise ce qu'elle nomme « l'existence lesbienne » (Rich, 1980, 84) pour montrer combien le fait de dévier de l'hétérosexualité peut coûter aux lesbiennes. Elle considère la sexualité comme un rapport de domination et articule le rapport au genre et à la sexualité, comme l'a aussi fait Gayle Rubin (1975) quelques années plus tôt. Elle insiste sur le fait que la non-conformité à la différence des sexes est le tabou fondateur des sociétés occidentales. La division du travail selon le sexe peut être vue comme un tabou visant à renforcer la dissociation des catégories « homme » et « femme ». C'est ainsi que le genre est créé tout comme le tabou contre les arrangements sexuels autres que ceux comportant au moins un homme et une femme. Le mariage hétérosexuel devient alors une prescription incontournable (Rubin, 2007 [1975]).

Adrienne Rich comme Gayle Rubin reviennent donc sur l'évidence du système hétérosexuel et sur son caractère naturel. Toutes deux montrent que le système hétérosexuel oppresse à la fois les femmes dominées par les hommes et les personnes ne souscrivant pas à l'hétérosexualité qu'elles soient gays ou lesbiennes. Adrienne Rich dans une perspective féministe se focalise sur les lesbiennes et en fait des figures de résistance à l'oppression hétéro-patriarcale. Gayle Rubin

fait quant à elle remonter le tabou de l'homosexualité avant celui de l'inceste. Dans un autre texte, « Penser le sexe », Gayle Rubin propose face à cette contrainte à l'hétérosexualité « une théorie radicale du sexe » (Rubin, 2007,151 [1983]), préfigurant ce que seront les théories queers. Leur portée politique, leur caractère radical ainsi que la recherche d'outils adaptés à ce positionnement permettent de dire la « barbarie de l'oppression sexuelle » et de la dénoncer publiquement, dans les recherches académiques et dans les médias.

Monique Wittig montre comment les discours utilisés pour produire le système de l'hétérosexualité prescrivent une norme de laquelle il ne faut pas dévier sous peine d'être exclu.e. Ainsi, les catégories de lesbiennes féministes et les hommes homosexuels sont invisibilisé.e.s. Elles n'existent pas avec la même épaisseur et la même légitimité dans la société. Monique Wittig décrit ce qu'elle appelle la « pensée straight » c'est-à-dire comment le discours scientifique sur la réalité utilise des concepts qui ne sont pas remis en question : comme ceux d'homme, femme, culture... (Wittig, 2010, 62 [1980]). Ainsi la société s'est construite autour d'un discours sur la complémentarité homme-femme qui impose une réalité et même une vision du monde à toutes les personnes appartenant à cette société. L'hétérosexualité transforme le réel et a construit des genres. C'est pour cette raison que Monique Wittig conclue sur la célèbre phrase : « les lesbiennes ne sont pas des femmes ». Partant du principe que c'est la mise en place du système hétérosexuel qui a produit les hommes et les femmes, les lesbiennes et les personnes queers sortent de ce système donc ne sont pas des femmes. Le système hétérosexuel construit « l'autre-différent », dont font partie les lesbiennes et les gays, et plus généralement les personnes dominées. Le système hétérosexuel a besoin de ces autres-différents pour asseoir sa légitimité et montrer son pouvoir en les contrôlant.

Ainsi, la réflexion depuis les années 1980 sur la contrainte à l'hétérosexualité,

produite par des intellectuelles féministes, a permis de visibiliser le système hétérosexuel comme un construit et comme une institution de pouvoir et, en dénaturalisant l'hétérosexualité, a rendu possible la dépathologisation des homosexualités et des personnes ayant des genres ne correspondant pas à celui qui leur a été attribué à leur naissance.

2- Liens entre sexisme et LGBTphobies

Dans ce cadre de pensée, je parlerai donc d'hétérosexisme. Parler de LGBTphobies ne fait pas sens dans ma démarche puisqu'on doit comprendre comment le genre assigné à une personne à la naissance et même tout simplement dans un espace public à un moment donné peut influencer la projection sur sa sexualité présumée. Il est donc dans un premier temps important de préciser que les personnes qui vivent des « LGBTphobies » sont soit des personnes qui ne sont effectivement pas hétérosexuelles soit des personnes qui passent pour non-hétérosexuelles.

Il est intéressant de voir que l'hétérosexisme et les « LGBTphobies » peuvent être vécus dans un même temps ou tour à tour selon le contexte. Une lesbienne qui est seule ne vivra pas les mêmes formes de discriminations selon qu'elle correspond ou non aux codes de genre hétérosexuels. Si elle est plutôt féminine, elle risquera plus de vivre du harcèlement de rue alors qu'une lesbienne plutôt masculine pourra vivre de la transphobie en étant questionnée sur son genre.

Pour ce qui est du sexisme et de l'homophobie, là encore, on joue entre les registres du genre et de la sexualité. Le soupçon d'homosexualité chez les hommes est lié dans notre société à la féminité, et à toutes les qualités négatives qui y sont attribuées : passivité, faiblesse... Les gays ayant une masculinité plus proche de la masculinité hégémonique sont moins visibles en tant que gays lorsqu'ils sont seuls dans la rue.

Ces exemples montrent que le rapport au genre et à la sexualité sont intimement liés dans les représentations sociales. Comme le montrent très bien les théories queers, déstabiliser le genre rend incapable de dire la sexualité. Si on ne sait plus qui est un homme et qui est une femme, comment savoir qui entre dans la norme hétérosexuelle et surtout qui n'y entre pas. C'est à mon avis précisément ici que se cristallisent les peurs autour des ABCD de l'égalité et plus largement de la Manif pour Tous qui parle de théorie du *Djendeur*. Comment exercer le contrôle social si on est incapable d'identifier les unions non-hétérosexuelles ?

Pour synthétiser et conclure, hétérosexisme et LGBTphobies sont liées de manière structurelle comme le genre et la sexualité. Le système hétérosexuel a besoin de

deux genres distincts et complémentaires. Dans la représentation de la société hétérosexuelle, ces questions de genre et de sexualité sont imbriquées. Ce qui semble faire aujourd'hui encore plus peur à la droite réactionnaire semble être la fluidité des genres qui symbolise un basculement dans l'indicible ou dans l'indécelable qui empêcherait le contrôle social sur la sexualité.

Enfin, je m'attache personnellement, dans le milieu de l'université, à créer dans mes cours des espaces bienveillants où les personnes minoritaires peuvent s'exprimer, parler de leurs différences et échanger bien au-delà des questions de genre et de sexualité (racisme, islamophobie, classisme). Ces ponts entre des situations aux contenus variés permettent d'envisager des alliances entre personnes dominées permettant de construire des espaces plus bienveillants.

Bibliographie

Connell, Raewyn, Meoïn Hagège, and Arthur Vuattoux. 2014. *Masculinités enjeux sociaux de l'hégémonie*. Paris : Éd. Amsterdam.

Rubin, Gayle, Rostom Mesli, Collectif, Flora Bolter, and Christophe Broqua. 2010. *Surveiller et jouir : Anthropologie politique du sexe*. Paris : Epel.

Wittig, Monique. 2007. *La pensée straight*. Paris : Éd. Amsterdam.

Lutter contre le harcèlement scolaire homophobe et transphobe en Europe



Sophie Aujean
ILGA Europe²⁷

Les activités d'ILGA-Europe dans le domaine de l'éducation :

- Travail de plaidoyer auprès de l'Union Européenne et du Conseil de l'Europe
- Partenariats avec d'autres ONG (anti-discrimination, droits des enfants, éducation) et syndicats
- Consultation de nos membres
- Magazine sur l'éducation
- Conférences sous présidence irlandaise (2013) et grecque de l'UE (2014)
- Formations de nos membres
- Financement de recherches (Documentation & Advocacy Fund)

Les problématiques auxquelles sont confrontées les personnes LGBTI dans le domaine de l'éducation :

- **Harcèlement scolaire homophobe et transphobe**

Étude de l'Agence des Droits Fondamentaux de l'UE (Mai 2013, 28 EM, 93 000 participant-es) :

- 91 % des répondant-es ont entendu des commentaires négatifs ou observé des comportements négatifs à l'encontre d'un-e camarade de classe parce qu'il/elle était perçu-e comme étant LGBT
- 67 % ont toujours ou souvent caché le fait qu'ils/elles étaient LGBT pendant leur scolarité

Le harcèlement scolaire homophobe et transphobe ne vise pas que les jeunes LGBTI mais aussi celles et ceux perçu-es comme tel-les ou ne rentrant pas dans le « cadre » ainsi que les membres du personnel de l'école, les parents d'élèves, etc. Il a un impact sur l'ensemble de la communauté scolaire.

- **Manque de visibilité des questions LGBTI à l'école**

- En Slovénie, selon une étude de 2008 faite par Legebitra : 98 % des élèves n'ont jamais entendu parler d'homosexualité à l'école.
- La version polonaise de COMPASS (guide du Conseil de l'Europe pour l'éducation aux droits humains) a été interdite en 2007.

²⁷- ILGA-Europe est la région européenne de l'Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersex. L'organisation travaille pour l'égalité et les droits humains des personnes LGBTI au niveau européen. Il s'agit d'une organisation internationale non-gouvernementale regroupant 413 organisations de 45 des 49 pays membres du Conseil de l'Europe. ILGA-Europe a été établie comme une entité juridique indépendante d'ILGA World (fondée en 1978) en 1996.

- Le Comité de la Charte Sociale Européenne a statué en 2009 qu'un manuel de biologie en Croatie comprenait des contenus "biaisés, discriminatoires et dégradants ».
- Les manuels scolaires en Bosnie-Herzégovine (l'homosexualité définie comme une maladie) et en Pologne (l'homosexualité considérée comme une déviation sexuelle) comprennent des contenus homophobes et transphobes.

Par ailleurs, l'organisation de la vie scolaire maintient souvent l'invisibilité des jeunes LGBTI par la promotion de l'hétéronormativité : fêtes de l'école où les couples de même sexe ne se sentent pas les bienvenus, uniformes et toilettes genrés, fête des mères/pères, etc.

- **Manque de représentation de la diversité familiale**

On ne parle pas ici uniquement des parents de même sexe, mais aussi des parents divorcés, des familles monoparentales, des enfants élevé-es par leurs grands-parents, etc. Il est très important que les enfants se sentent fier-es de leur famille et à l'aise pour en parler. Mais en pratique, les enseignant-es ne se sentent pas toujours confortables ou ne savent pas comment discuter de la diversité familiale. C'est pourtant un sujet abordable dès la maternelle.

- **Les difficultés rencontrées par les enfants trans et intersexe :**

Comme indiqué plus haut, les uniformes, toilettes et vestiaires genrés peuvent être problématiques. Il en est de même pour les activités qu'on associe trop rapidement aux « filles » ou aux « garçons ». Les enfants trans et intersexe ont rarement l'opportunité d'indiquer leurs prénoms et pronoms préférés. Enfin, s'ils décident de changer de genre, ils devraient pouvoir bénéficier d'un soutien à la transition.

Les enfants intersexe quand ils subissent des opérations et des traitements médicaux (le plus souvent sans leur consentement) doivent en général s'absenter de l'école à plusieurs reprises ce qui a un impact négatif sur leur scolarité.

Les mouvements « anti-genre » en Europe

Nous avons interrogé nos membres début 2015 sur la nature et l'impact de ces mouvements dans divers pays européens.

- **De qui s'agit-il ?**

- Orthodoxes, catholiques et évangélistes extrémistes
- Politiciens et partis politiques anti-LGBT ou nationalistes
- Partis et intellectuel-les d'extrême-droite
- ONG de défense de la famille ou anti-avortement / anti-euthanasie
- Mouvements se présentant comme des initiatives civiques / plates-formes ; exemple : les « sentinelles » ou « veilleurs »
- Psychothérapeutes et universitaires
- Leaders d'opinion
- Moins souvent : certains artistes et certaines entreprises de radiodiffusion, supporters de foot

- **Quels sont les déclencheurs de ces mouvements ?**

- Polémiques autour des manuels scolaires ou de l'éducation sexuelle dans les écoles
- Avancées pour les droits des femmes (Convention d'Istanbul en particulier) ou des personnes LGBTI
- Projets considérés comme menaçant les « valeurs traditionnelles »

→ Le concept de genre est souvent instrumentalisé à des fins politiques (ex : Poutine contre le partenariat oriental de l'UE, la droite conservatrice contre le gouvernement socialiste en France).

→ Le concept d'idéologie ou de théorie du genre est toujours formulé d'une manière qui fonctionne dans le contexte national !

- **Actions de ces mouvements ?**

- Travail juridique et de plaidoyer
- Pétitions (Hazte oir en Espagne, CitizenGo au niveau européen) et manifestations
- Pseudo-assistance pour les parents (Italie)
- Travail de communication
- Expositions sur la famille
- Conférences publiques à l'université (Croatie, Espagne)
- Parfois, utilisation de violence, par exemple contre les « prides »
- Marches anti-prides / marches de la normalité

- **Impact ?**

- Blocage de législation : anti-discrimination, reconnaissance juridique du genre, égalité entre les sexes (en Arménie, le mot « genre » remplacé par « femmes / hommes »), éducation sexuelle, etc.
- Adoption de lois anti-LGBT (lois anti-propagande en Russie et dans la région)
- Succès dans les zones rurales ou délaissées grâce à une approche bottom-up et des discours ciblés.

Que peut faire l'UE ?

Les compétences de l'UE en matière d'éducation sont limitées mais pas inexistantes (article 165 du TFUE). On demande à la Commission Européenne de mettre la question du harcèlement scolaire à l'agenda, de partager les bonnes pratiques, d'utiliser Erasmus Plus pour former les enseignant-es et de s'assurer que les États membres adoptent la directive égalité de traitement.

Que peut faire le Conseil de l'Europe ?

- Suivi de la mise en œuvre de la Recommandation CM / Rec (2010) 5 sur les mesures pour combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre (§ 31-32 sur l'éducation)
- Utilisation des outils du Conseil de l'Europe sur l'éducation aux droits humains
- Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant

Les bonnes pratiques au niveau national

- Plan d'action contre le harcèlement scolaire en Irlande (mis au point par un groupe de travail) suivi de plusieurs initiatives
- La législation anti-discrimination en Suède conduit à des politiques anti-harcèlement dans les écoles
- Idem au Royaume-Uni où en plus, les inspecteurs et inspectrices pédagogiques sont chargé-es de surveiller le harcèlement scolaire (y compris spécifiquement homophobe et transphobe)
- Belgique : toolkit pour lutter contre l'homophobie à l'école financé et distribué par le Ministère de l'éducation à toutes les écoles
- Autre registre : l'éducation sexuelle est obligatoire aux Pays-Bas

Les bonnes pratiques au niveau local :

- Gouvernement Basque : Berdindu est le service d'information sur les questions LGBT du Gouvernement Basque. « Berdindu Eslolak » est un programme éducatif qui vise à la formation des enseignant-es et la collecte de données sur les attitudes des élèves à l'égard du harcèlement homophobe
- Ville de Venise : projet « L'amour selon nous » en 2005 → formation pour les enseignant-es et campagne contre la discrimination et le harcèlement homophobe dans les écoles secondaires
- Ville de Turin : projet visant à former les enseignant-es sur les stéréotypes de genre, le harcèlement homophobe, etc.
- Ville de Vienne : projet « Schoolmates » → 3 manuels sur la façon d'aborder les brimades homophobes à l'école.
- Ville de Sheffield : rapport sur le harcèlement scolaire et charte de l'école (en collaboration avec Stonewall).
- Ville de Rubi (Espagne) : concours de bande dessinée dans les écoles secondaires publiques.



Agir avec les associations





Michael Filhol

Contact est un réseau d'associations en France, dont une à Paris. L'histoire de Contact, c'est avant tout l'accueil, l'écoute des familles, des personnes qui se trouvent en difficulté quand l'homosexualité est annoncée dans la famille ou qui sont dans la peur de l'annonce. Mais très vite nous sommes sorti-es de nos murs, et nous avons commencé à faire de la sensibilisation au travers d'interventions en milieu scolaire (IMS), ce pour quoi nous sommes agréé-es depuis 2008. Parallèlement nous continuons aussi à faire de la communication, et de la présence militante ici ou là.

Le format standard de nos IMS est une animation de deux heures, assurée par deux personnes. Les thèmes que nous discutons, c'est la discrimination en général, évidemment en y incluant l'homophobie, avec plusieurs points d'entrée. On peut commencer par les insultes, on a des mots banalisés, désémantisés, c'est intéressant notamment avec les plus jeunes, au collège. On explique d'abord ce que veulent dire les mots, on donne leur équivalent plus respectueux, et on déconstruit ensuite les préjugés qui y sont associés.

Avec les plus âgé-es, au lycée, on aborde la question de la normalité : on leur demande de prendre position, puis d'expliquer ce

qu'ils/elles ont voulu dire. Qu'est-ce qu'être « normal-e » ? Certain-es parlent d'acceptable, de naturel, il y a plein de façons de voir la norme. On travaille en même temps la prise de position en public, et également le droit à changer d'avis. A ces âges-là, c'est important de se positionner, de se montrer fort-e dans son opinion, avec le risque que les débats n'évoluent pas trop. Si on pose d'emblée la possibilité d'argumenter, on travaille le sentiment de la citoyenneté, ce qui est tout à fait approprié.

Le troisième point d'entrée qu'on explore aussi, c'est l'identité, question qui est cœur de tout, avec toutes les notions connexes : rejet, exclusion, tout ce qui est lié aux discriminations.

Ce qui est peut-être plus propre à Contact, c'est la construction de nos trames d'interventions autour de deux rhétoriques qui nous paraissent complémentaires : la Loi, celle qui consiste à travailler la théorie, le débat, l'universel, les notions de justice, d'égalité, on ponctue les discussions avec des faits, des apports historiques, « c'est vrai qui que tu sois » ; et le Lien, celle qui est tout l'inverse « quelle que soit la loi, tu as aussi toi des besoins et des affects particuliers ». On équilibre les deux au travers de débats et de raisonnement pour l'aspect Loi, et de témoignages pour le Lien :

on humanise à la fin quelque chose qui pourrait rester de l'ordre de la simple théorie, d'un effet de style, d'une production intellectuelle qui n'interpelle que la logique. Dire « sale bougnoule », c'est comme dire « sale pédé », et illustrer par le témoignage de quelqu'un-e qui en a souffert. Ou quelqu'un-e qui raconte la réaction positive de ses parents quand il/elle leur a dit son homosexualité, le témoignage n'est pas forcément déprimant ! C'est quelque chose d'humanisant, qui évite au cerveau fuyant la possibilité de répondre « Tu dis ça, mais c'est ta théorie ». Et inversement, un témoignage n'a pas de pouvoir généralisant. C'est donc important d'articuler les deux. Typiquement, le duo parfait c'est le/la jeune qui a fait son coming-out dans sa famille et le/la parent à qui une annonce a été faite, c'est un duo aussi entre celle/celui qui témoigne plus par empathie, et celle/celui qui témoigne par le vécu.

Au niveau de la relation avec les établissements, on évite le plus possible les interventions ponctuelles, un peu « camping », qui viennent et qui repartent, on aime bien rencontrer les équipes des établissements, être associé-es aux CESC, connaître les projets, et être inclus dans le projet pédagogique de l'année. On essaie par exemple d'avoir toutes les classes de 5^e une année, puis toutes les 4^e, ça permet de revoir les élèves un an après

(avec une autre trame d'intervention). Nous avons de quoi faire le bilan « à chaud » (en fin d'intervention), mais on aimerait installer aussi l'idée de pouvoir faire un bilan « à froid », avec des évaluations un an plus tard par exemple.

Comme cela a déjà été évoqué à plusieurs reprises aujourd'hui, la question de la formation, initiale et continue, des personnels est cruciale. Nous le revendiquons aussi : il faut des professeur-es formé-es, c'est un besoin, on n'a aucun pouvoir « couvrant » sur le territoire national, nos forces sont bénévoles, et donc non pérennes. C'est très bien d'intervenir dans telle école à un moment donné, mais ça ne va pas très loin s'il n'y a pas continuité. Il faut aller plus loin.

Les parents d'élèves sont pour nous une perspective de travail intéressante, d'autant que nous sommes une association comportant des familles. Les parents et l'école sont complémentaires. Il faut leur donner une place spécifique, avec des ponts possibles. Certains parents viennent se confier dans la détresse, ils ont besoin d'entendre certaines choses. Des établissements mettent en place des initiatives intéressantes, comme les « cafés parents ». Les parents sont des partenaires à la fois distants et proches.



Véronique Soulié

Présidente de l'association Estim'

Estim' est également une association nationale agréée, je vais essayer d'en montrer les spécificités pour compléter les propos de Michaël de Contact.

Notre association a plusieurs particularités :

- la première c'est de questionner deux axes, « l'accompagnement de la vie affective et sexuelle » et « la lutte contre les discriminations ». Ces deux axes se croisent en permanence. Nous y abordons donc systématiquement : l'homophobie et l'identité de genre. Toutes les formations et ou interventions que nous faisons sont traversées par ces questions-là,
- la deuxième, c'est qu'on intervient en milieu scolaire, mais pas uniquement, nous intervenons aussi dans les établissements sociaux et médico-sociaux, dans les points information-jeunesse, partout où il y a des jeunes,
- et une troisième, qui est de dispenser de la formation aux professionnel-les.

Il y a six ans, alors qu'on faisait des interventions en milieu scolaire depuis environ neuf ans, nous avons fait un constat : nous réalisons des interventions ponctuelles de 2h, les seules qu'auront en tout et pour tout sur ces sujets-là des adolescent-es, ça ne suffit pas pour faire changer des comportements, et c'est un sujet qui émerge à tout moment de la journée, tous les jours. De plus, nous pouvons revenir dans le même établissement pendant des années, sans que cela ne fasse bouger les adultes de l'établissement.

Nous avons donc pris une position radicale, qui est de dire : « On vient à condition qu'il y ait un travail global sur un projet, avec une formation des professionnel-les ». Cette collaboration s'étale sur trois à quatre ans minimum. Nous commençons à avoir le recul nécessaire pour dire que c'est positif, et même que nous travaillons « à notre propre disparition » ! C'est à vous, enseignant-es, professionnel-les, de prendre ce relais-là. Nous entendons vos difficultés, vos peurs, vos craintes. Nous nous engageons à vous accompagner le temps nécessaire. L'association se retire du projet quand l'équipe se sent autonome, et a mis en place tout ce qu'elle souhaitait.

Dans cette méthodologie de projet, nous partons des objectifs à atteindre que chaque équipe se donne, et nous demandons aux professionnel-les de construire un plan de travail pour toutes les classes, de la 6ème à la 3ème pour un collège par exemple. Sa mise en œuvre, bien évidemment, se réalise avec une montée en charge progressive après la formation.

Le projet doit être validé par le Conseil d'Administration de l'établissement. Par ailleurs, il est nécessaire également de travailler avec les familles, associer les parents d'élèves. Nous leur proposons systématiquement des réunions, et nous demandons aux représentant-es de parents d'être présent-es dans le projet. Certain-es font même partie du comité de pilotage, et participent à la formation. Toute l'équipe éducative bouge.

La plupart des équipes qui se sont lancées dans l'aventure, et qui commencent à regarder ce que cela produit, constatent un climat scolaire plus serein, une efficacité en terme de prévention des actes de violence, actes de violence qui diminuent, une meilleure mixité dans la cour et les activités, une baisse des propos homophobes. Les adultes font bloc, jeunes et adultes ont construit une culture commune qui calme le jeu. Nous constatons aussi l'évolution des représentations des jeunes lors des interventions. Les élèves peuvent dire sereinement « Je ne comprends pas, les valeurs de ma religion font que je ne peux pas rentrer dans ce que vous proposez, mais j'entends qu'il y a des gens différents ». On a gagné quelque chose, il y a moins de violence, nous ne demandons pas aux autres d'accepter la différence, mais qu'ils ou elles puissent vivre ensemble. Comment on peut trouver de l'estime dans l'autre, et de l'estime pour soi. Nous disons aux professionnel-les « Amenez du beau, amenez du concret, amenez du doute chez les jeunes, il n'y a pas que votre vérité, c'est essentiel, c'est là-dessus qu'on va les faire avancer. »

Les professionnel-les impliqués dans les projets nous disent : « Ça change ma manière d'enseigner, ça change même ma manière d'être parent ou de vivre en couple ». Parce qu'on questionne certains sujets comme : les rapports femmes-hommes, des rapports de différences et de domination.

Aujourd'hui, nous avons du recul, avec les différentes expériences d'équipes qui ont développé des projets, qui ont appris à monter leurs propres modules d'interventions et qui maintenant assurent l'animation, nous avons constaté que c'est possible, il y a des professionnel-les qui sont motivés, même si des freins subsistent.

La démarche projet, l'implication et la formation des professionnel-les, est pour Estim' un axe essentiel de la prévention contre les LGBTphobies. De plus, cela permet que l'association puisse se retirer et aller ailleurs recommencer ce même travail.

Nous n'accompagnons pas beaucoup de projets, mais on le fait jusqu'au bout, et ça fonctionne. Nous avons proposé à l'Éducation nationale de mettre en place ce modèle, c'est possible sans frais supplémentaires, mais pour l'instant ça bloque. Il faut que les professionnel-les se forment sur site, en groupe et donc fasse groupe auprès des jeunes, et que ce soit les formateurs et formatrices de l'académie qui se déplacent. Il faut donc aussi des cadres convaincu-es. Dans les établissements où ça fonctionne, le ou la chef-fe d'établissement a joué le jeu, certain-es ont même participé à la formation. Ils ou elles ont compris l'enjeu et ont libéré le temps nécessaire : c'est du temps de gagné après sur le « bien-vivre ensemble » au sein de l'établissement.

LE DISPOSITIF LIGNE AZUR

**Contre l'homophobie et pour la prévention du suicide :
un dispositif national d'aide à distance en santé**

homo, bi, hétéro, trans, masculin, féminin, homme, femme ?



SIS-Association

Créée en 1990, Sida Info Service, aujourd'hui SIS-Association, a pour mission d'informer, d'écouter, de soutenir, d'orienter, de restituer et de témoigner dans le champ de la santé publique en apportant une analyse qualitative et quantitative.

Elle agit notamment pour répondre à tout ce qui relève de la lutte contre les exclusions. Régionalisée sur toute la France, SIS-Association gère un ensemble de dispositifs d'aide à distance (téléphone et Internet) nationaux : Sida Info Service, Hépatites Info Service et Ligne Azur. Ces dispositifs investissent différents champs de compétence [santé sexuelle, prévention de pathologies (IST, VIH, Hépatites), droit social et droit juridique]. Ils s'adressent à des publics diversifiés : public généraliste, publics spécifiques, professionnel-les de la santé,

personnes atteintes, etc. Elle est adhérente à l'Union Nationale pour la Prévention du Suicide (UNPS).

SIS-Association s'est dotée d'un observatoire. Il contribue à l'information sur l'état de santé et les besoins des populations sur la santé sexuelle. Rapports, études et notes de synthèse sont réalisés soit en collectant les données auprès des utilisateurs et utilisatrices des différents services de SIS-Association, soit en réalisant des enquêtes ponctuelles sur une thématique spécifique. Les données, mises à la disposition de tout-es, sont également des ressources pour l'aide à la décision dans le domaine sanitaire et social. Au niveau local, des données issues des appels sont transmises aux délégations régionales de SIS Association, leur permettant ainsi de renforcer leur rôle auprès de leurs partenaires régionaux.

Le dispositif Ligne Azur : par téléphone et internet

Depuis 1997, le dispositif national Ligne Azur informe sur les notions d'orientation sexuelle et d'identité de genre. Il réalise ses missions grâce à une équipe de femmes et d'hommes professionnel-les formé-es à l'écoute et aux conseils. Ce dispositif a pour objectif de soutenir, écouter chaque personne dans le non-jugement et le respect. Il intervient dans la prévention du mal-être et du suicide par la lutte contre les discriminations en libérant la parole ou l'écrit, oriente, dans la mesure du possible, vers les structures adaptées à chaque situation et contribue à la restauration, l'amélioration de l'estime de soi et donc, au mieux-être de toute personne en difficulté.

Ligne Azur s'adresse à toute personne quel que soit son âge, s'interrogeant sur son orientation sexuelle, son identité de genre, ayant un sentiment de mal-être (discriminations, problématiques suicidaires). Il s'adresse également à l'entourage, aux proches ainsi qu'aux professionnel-les qui souhaitent apporter une aide. Ce service, notamment accessible sur tablette, portable et Smartphone, est joignable par e-mail ou par téléphone tous les jours de 8 h à 23 h (0 810 20 30 40 - gratuit à partir d'un poste fixe, ou au 01 58 91 12 92).

Ligne Azur : son contexte aujourd'hui

Les conséquences physiques, psychologiques et sociales des LGBTphobies peuvent être différentes conduites à risque (usage de produits psycho-actifs, rapports sexuels non protégés, etc.). Le premier rapport de l'Observatoire national du suicide (Novembre 2014) démontre le lien existant entre les LGBTphobies et le risque suicidaire (selon les études, les hommes et les femmes homo-/bisexuel-les ont un risque de tentative de suicide de 2 à 7 fois plus élevé que les hommes et les femmes exclusivement hétérosexuel-les). Par ailleurs, l'Observatoire

de SIS Association a mené en 2013 une enquête auprès des personnes homo ou bisexuelles sur le vécu de leur orientation sexuelle. Elle nous révèle que le sentiment de discrimination sous-évalue la réalité des faits, y compris par leur appréhension. Ces discriminations contribuent à l'isolement et sont un frein à un épanouissement personnel et professionnel. L'impact sur la santé et la qualité de vie est considérable.

Depuis 2013, notamment dans le contexte de la loi du mariage civil pour tou-tes, le dispositif Ligne Azur a été la cible de nombreuses et violentes attaques publiques tentant de le décrédibiliser (post, blogs, vidéos, intervention dans les médias, hacking du site www.ligneazur.org...) de la part de groupes et de personnes réactionnaires opposés à la supposée théorie du genre (« Vous encouragez nos enfants à se pervertir ! » ; « Les unions contre nature que vous prônez, défendez et cherchez à répandre n'engendrent que maladies, vices et mort. » ; « Vous êtes des malades mentaux, et un jour hélas tardif, vous serez comptables de votre folie. »).



LA MANIF POUR TOUS S'ATTAQUE À LIGNE AZUR
Ligne Azur est un dispositif d'information contre l'homophobie et la prévention du suicide : 0810 20 30 40

D'autre part, le ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur oriente depuis 2010 les jeunes vers Ligne Azur dans le cadre d'une campagne annuelle de lutte contre l'homophobie dans les collèges et les lycées. Cette campagne nationale a également été l'objet de vives critiques de la part de groupes réactionnaires impliquant par défaut notre dispositif. Le Conseil d'État a d'ailleurs

prononcé en octobre 2014 l'annulation d'un courrier du ministre daté du 04/01/13 invitant les recteurs à relayer la campagne de lutte contre l'homophobie pour « non respect de la neutralité du service public de l'Éducation nationale ». Paradoxalement, et à notre grand étonnement, peu de soutiens publics (et autrement peu médiatisés) ont vu le jour.



Ligne Azur : ce qu'il s'y dit, ce qu'on y lit

« Je ne sais pas trop par où commencer. Je me sens juste terriblement mal parce que j'ai l'impression de ne plus savoir qui je suis (...) »
Femme de 22 ans

« Je me sens de plus en plus mal dans ma peau. Personne n'est au courant de mon homosexualité. (...) Je vis chaque jour des déceptions, je reste dans mon secret et dans ma dépression, les disputes avec mes parents qui se banalisent... » Homme de 17 ans

« Marre de cette vie où on me considère comme un moins que rien (...) » Homme de 51 ans

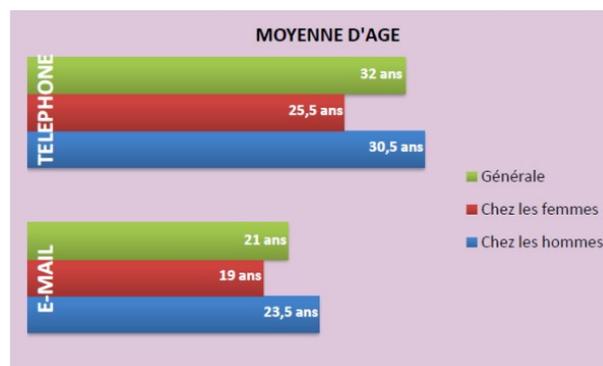
Dans le contexte des débats sur le mariage

civil pour tou-tes, le témoignage d'un monsieur de 75 ans qui évoque son existence sans s'autoriser à vivre ce qu'il est par crainte des regards, de discrimination, des injures... Il reste dans l'ombre et estime qu'il n'a pas pu vivre heureux...

En 2014, ce sont plus de 1 100 sollicitations (entretiens par téléphone et questions écrites cumulés) reçues.

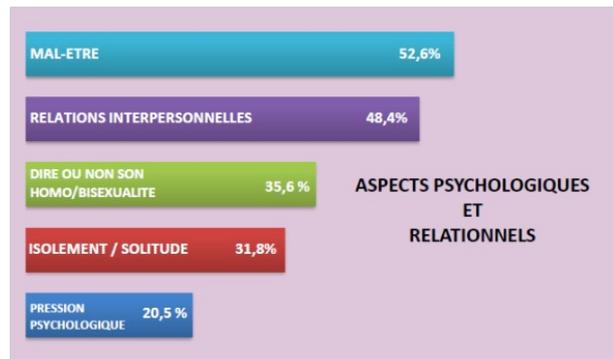
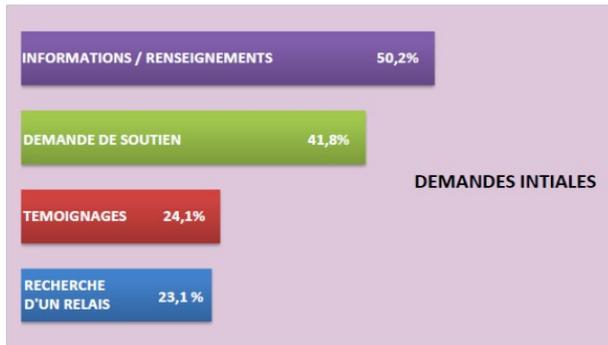
Par téléphone, 70 % des personnes appellent pour la première fois et les trois quarts sont des hommes. Un quart a moins de vingt ans et pour plus de la moitié, les entretiens portent sur la sexualité avec une attente de soutien. Les femmes utilisent l'e-mail pour plus de la moitié. Les deux tiers des internautes ont moins de 20 ans. Dans plus de la moitié des cas, les échanges portent sur les aspects psychologiques et relationnels. La fréquentation du site internet a augmenté de 27 % par rapport à 2013. Le sujet médiatique du mariage civil pour tout-es y étant pour beaucoup.

D'une manière globale, relation avec la famille, dans le couple, dire son orientation sexuelle, l'angoisse, le stress, la culpabilité, la honte, état dépressif sont des thématiques régulièrement abordées. Elles montrent le mal-être de celles et ceux qui contactent le dispositif, leur besoin de soutien, d'écoute, d'un lieu anonyme et confidentiel pour aborder leurs difficultés.



Les demandes de soutien (+10 %) par des personnes qui n'ont pas trouvé / identifié dans leur entourage quelqu'un-e avec qui évoquer leur situation, ou d'aide à la décision

(+12 %), sont de plus en plus fréquentes de même que les aspects psychologiques (+14 %) : isolement / solitude, craintes, angoisses quant à l'acceptation par leurs proches et dans une société qu'elles perçoivent toujours comme homophobe, non inclusive voire clivante. Craintes qui deviennent réalité lorsque les personnes témoignent effectivement du rejet par la famille, de la discrimination dans leur vie quotidienne ou de la difficulté dans la relation aux autres.



Le dispositif Ligne Azur permet donc l'expression d'une demande, d'un besoin, le dialogue et l'échange à distance, dans un cadre anonyme et confidentiel. Il continuera à œuvrer pour la santé et le mieux-être des personnes fragilisées ainsi que leur entourage.

Hervé BAUDOIN
hbaudoin@sis-association.org



Le groupe Cartable de SOS homophobie a été créé en mars 2014 alors que la sensibilisation à la lutte contre le sexisme et les LGBTphobies dans le cadre scolaire était au cœur de nombreux débats. Ceux-ci mettaient en évidence la nécessité d'un travail de fond auprès des principaux-ales intervenant-es du milieu éducatif.

Comment donner aux enseignant-es de nouveaux outils pour lutter contre les LGBTphobies dans les salles de classe ? Comment sensibiliser les éditeurs et éditrices scolaires aux combats contre les LGBTphobies ?

Le groupe Cartable s'est donné pour objectif de favoriser la création de ressources pédagogiques afin de mieux prévenir les violences et discriminations à l'encontre des lesbiennes, gays, bi-es et trans, ou personnes supposées l'être. Il s'inscrit dans le cadre transversal des actions déjà menées au sein de SOS homophobie en Interventions en milieu scolaire (IMS), en Informations et formations pour adultes (IFPA), dans la Commission Adolescence et homophobie et le Groupe Relations institutionnelles.

L'idée est de partir de l'expertise de l'association dans ces domaines pour lancer des actions nouvelles et s'adresser aux professionnel-les de l'Éducation ainsi qu'à celles et ceux qui créent des outils pour apprendre.

Le constat de départ, à l'origine de la création du groupe, est celui transmis par des intervenant-es en milieu scolaire : des infir-

mières scolaires, des CPE, des enseignant-es les interpellent sur le manque d'outils et les difficultés à aborder la question des LGBTphobies ; elles et ils se disent parfois démunis-es. Alors que la lutte contre l'homophobie est citée explicitement dans la circulaire de rentrée depuis 2008 et fait partie intégrante de la lutte contre les discriminations, les enseignant-es se sentent souvent peu légitimes à aborder le sujet ; les manuels scolaires le traitent peu ou parfois à travers une image caricaturale.

Depuis un an, l'activité principale du Groupe Cartable s'est concentrée sur la **création d'un kit pédagogique de lutte contre les LGBTphobies destiné aux professionnel-les de l'éducation**. Ce kit s'organise autour d'une première partie qui vise à mieux connaître les LGBTphobies et d'une seconde qui dessine des pistes pratiques éducatives et pédagogiques. Il propose notamment des fiches qui permettent d'évoquer ces thématiques en classe. En histoire par exemple, une fiche traite de l'enseignement de la mémoire de la déportation des homosexuel-les en France : en lien avec le programme de Terminale sur l'émergence des mémoires concurrentes de la Seconde Guerre mondiale, elle fournit en particulier des références de documents sur le sujet (voir ci-après).

SOS homophobie lance un appel aux professionnel-les de l'Éducation pour alimenter et faire vivre le kit pédagogique. Cet appel s'adresse à toutes celles et tous ceux qui auraient déjà travaillé sur ces thématiques au collège et au lycée. Il s'agit de réaliser des fiches pédagogiques abordant les LGBT-phobies, levant les tabous autour des personnes LGBT et proposant des documents qui permettent de dépasser la représentation univoque du sentiment amoureux et de favoriser la connaissance de la pluralité des modèles familiaux. Toutes les disciplines sont concernées. On pense particulièrement au travail mené en SVT en classe de Première, en Histoire (place des luttes LGBT dans la construction d'une société plus démocratique), dans le cadre de l'Enseignement moral et civique (lutte contre les discriminations), en Lettres (ne pas cacher l'orientation sexuelle de

certain-es auteur-es), en Langues vivantes (place des combats LGBT dans la lutte en faveur des droits civiques par exemple) ou en EPS (lutte contre les stéréotypes dans la pratique sportive). En Mathématiques, un travail sur les intitulés des exercices pourrait par exemple être mené.

La première version de ce kit sera disponible à l'automne. Elle sera mise en ligne sur notre site Internet et proposée aux personnels le souhaitant lors des IMS ou des formations en École Supérieure du Professorat et de l'Éducation (ESPE).

Thomas Charles

reference.cartable@sos-homophobie.org

Exemple de fiche :

Fiche Histoire - Géographie

testée par un professeur - Classes concernées : Terminale L-ES-S

Programmes et ressources

Question	Mise en œuvre
Les mémoires : lecture historique	Une étude au choix parmi les deux suivantes : - l'historien et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France ; - l'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie.

(BOEN spécial n° 8 du 13 octobre 2011)

Extrait du BOEN consacré aux ressources pédagogiques (Site Eduscol)

« Les rythmes d'apparition des différentes mémoires sur la scène publique ne sont pas sans un certain parallélisme : occultation destinée à la restauration de la paix civile au sortir des conflits, travail de mémoire des groupes insatisfaits ; réception plus ou moins large et non sans conflits des mémoires ainsi révélées. »

Objectifs

- Inscrire l'émergence de la mémoire de la déportation des homosexuel-le-s dans le cadre de l'émergence des autres mémoires.
- Montrer la progressive reconnaissance de la déportation homosexuelle par les autorités politiques.
- Évoquer les progrès de la recherche historique sur ce sujet.

Références scientifiques

L'historien Mickaël Bertrand a étudié ces questions :

La déportation pour motif d'homosexualité. Débats d'histoire & enjeux de mémoires (Mémoire Active, Dijon, 2011). Il propose une exploitation pédagogique de ce thème sur le site de l'académie de Dijon.

Documents exploitables

Le temps consacré au chapitre sur les mémoires (4-5 h) ne permettra peut-être pas de donner toute sa place à ce sujet complexe. On peut cependant, à travers quelques documents, montrer la construction mémorielle en lien avec les progrès de la connaissance historique.

→ Un extrait du **témoignage de Pierre Seel**, déporté homosexuel, sur la lente reconnaissance de son statut de déporté (Pierre Seel, *Moi, Pierre Seel, déporté homosexuel*, Calmann-Lévy, Paris 1994)

→ **Discours du Président de la République**, Monsieur Jacques Chirac, pour la Journée Nationale du Souvenir des victimes et des héros de la déportation, Parvis des Droits de l'Homme (Esplanade du Trocadéro) en 2005 :

« En Allemagne, mais aussi sur notre territoire, celles et ceux que leur vie personnelle distinguait, je pense aux homosexuels, étaient poursuivis, arrêtés et déportés. Aujourd'hui, nous savons que la tolérance et le refus des discriminations appartiennent au socle intangible des droits de l'Homme. Nous savons aussi que ce combat de l'acceptation de l'autre et de ses différences n'est jamais achevé. Il demeure l'un des plus ardents pour notre République. »

→ La présentation de l'association « **Les oublié-e-s de la mémoire** » et de ses objectifs

→ Une présentation de la plaque apposée en 2010 au camp du Struthof, camp de concentration situé en Alsace, annexée pendant la Seconde Guerre mondiale.



Atelier « Agir, s'engager dans les établissements scolaires »

*Il a été proposé aux participant-es du colloque de réaliser « un 6*6 » (6 personnes durant 6 minutes), c'est-à-dire de se mettre en petits groupes de six à huit personnes, sur place, pour échanger. A partir de ce qu'ils et elles ont entendu durant le colloque, mais aussi au vu de leur connaissance du terrain, il leur a été demandé de répondre à la question suivante : « Qu'est-ce qui peut être modifié, innové pour améliorer la lutte contre les LGBTphobies au sein des établissements scolaires ? »*

Huit groupes composés de professionnel-les de l'enseignement, d'universitaires, d'institutionnel-les, ont réfléchi et fait des propositions que vous pouvez lire ci-dessous.

1 – Bonnes pratiques

- Faire une cartographie des acteurs du quartier de l'établissement scolaire et organiser un forum avec ces derniers,
- Prévoir un référent « Lutte contre les LGBTphobies » dans chaque établissement,
- Faire un état des lieux des forces vives au niveau local : direction d'établissement, collègues, infirmière, syndicats, parents d'élèves...
- Remplacer les bricolages individuels par de la mutualisation, avec des plateformes d'échanges via internet : expériences, bonnes pratiques, outils...
- Faire sortir le sujet des LGBTphobies du seul domaine de la santé, pour l'intégrer aux droits humains (liberté, égalité, fraternité) et surtout les relier aux autres discriminations, pour se prémunir des freins que pourraient objecter les personnels et les parents d'élèves,
- Intervenir au sein des conseils d'éducation à la santé et la citoyenneté (CESC) pour porter le sujet au niveau des établissements,
- Utiliser davantage le CESC, pour mettre en place des projets, des actions de lutte contre les discriminations,
- Donner plus de visibilité à ce qui existe déjà au niveau local (dans les classes, sans remontée hiérarchique...),
- Agir systématiquement en 3 axes : élèves, professeur-es, parents d'élèves
- Veiller à utiliser des supports qui ne reproduisent pas les stéréotypes de genre (ex. montrer des garçons qui font de la danse, des filles qui font du judo),
- Faire incarner les genres et les sexualités lors de séquences théâtrales, audiovisuelles, ou encore en littérature

- Mettre en valeur des affiches & infos des associations de lutte contre toutes les discriminations,
- Développer le fond documentaire : romans, films, ou les liens comme avec l'INPES, au CDI,
- Féminiser le règlement intérieur,
- Intégrer de manière plus lisible dans les projets d'établissements des actions destinées à la lutte contre le sexisme et les LGBTphobies,
- Caractériser les sanctions en conseil de discipline quand elles ont un caractère sexiste ou LGBTphobe,

2- Comment faire ?

- Travailler sur des propositions de séquences dans les différentes matières pour intégrer ces thématiques dans les programmes,
- Aborder aussi le sujet par le biais des manifestations existantes, menées par exemple sur la région parisienne par l'InterLGBT : Marche des fiertés, le printemps des associations, ou encore par tout échange au sein des établissements,
- Penser à évoquer la déportation des homosexuel-les en histoire et géographie,
- En éducation physique et sportive :
 - se poser la question des grilles d'évaluation différentes pour les filles et les garçons, qui du coup, sont très liées à la performance,
 - que les adultes soient plus attentifs et attentives à la problématique du sexisme dans les cours d'EPS,

3- Formations

- Former tous les personnels : plan de formation, et faire en sorte qu'il y ait beaucoup de demandes pour que cela soit pris en compte,
- Accentuer la formation continue en rapport avec les discriminations,

4- Des adaptations

- Travailler en partenariat, en réseau en continuité sur toute la scolarité de manière à créer du lien et rendre les actions cohérentes sur toute la scolarité de la maternelle à l'université...• Décliner les interventions en milieu scolaire en primaire comme, par exemple, montrer la diversité des familles.

5- Ressources

- Avoir différents livres sur divers types de discriminations dans le CDI et la bibliothèque

6- Les élèves

- Développer des actions avec les jeunes des Comités de Vie Lycéenne (CVL) et prochainement les conseils des délégués à la vie collégienne,

7- Droits des professionnel-les

- Développer la formation syndicale sur le sujet et la défense des droits,
- Mettre en place une cellule de soutien pour les personnel-les LGBTIQ

8- Parents d'élèves

- Prévoir une commission LGBT (pour réunir le premier et le second degré) au sein des unions locales FCPE
- Favoriser les échanges et les rencontres entre parents autour de « café parents », ou « repas parents »
- Impliquer plus les parents d'élèves en proposant une formation aux parents d'élèves par leurs enfants

9- Autour des espaces

- Créer au sein des établissements un « Safe space » (un espace bienveillant) avec un positionnement clair de l'enseignant-e, c'est-à-dire prise de position sur la violence discriminatoire, une reprise des injures,
- Poser la question des vestiaires collectifs genrés, qu'ils soient, soit collectifs tous et toutes ensemble, soit des vestiaires individuels.

Conclusion et Remerciements

Toutes les bonnes choses ont une fin, c'est donc le moment de conclure cette journée.

Nous tenons tout d'abord à remercier l'ensemble des intervenantes et des intervenants, dont une partie venant d'ailleurs de loin, qui ont accepté de venir partager avec nous et avec vous leurs connaissances, leurs témoignages, et nous les remercions de la qualité de leurs interventions.

Nous tenons aussi à remercier toutes celles et ceux qui ne sont pas là, mais qui ont contribué à la réussite de cette journée, notamment en signant la tribune qui est parue lundi sur le site du Huffington post, et que nous avons distribuée lors du rassemblement ce midi.

Nous remercions celles et ceux qui ont contribué à la visibilité de cette action, qui étaient au rassemblement tout à l'heure.

Nous remercions également quelques personnes qui ont contribué à l'organisation et à la visibilité de cette journée. Un merci particulier à Nawak pour l'exposition et les dessins qu'il a bien voulu nous prêter, mais aussi pour en avoir créé spécialement un pour nous, pour cette journée. Nous remercions aussi Laurène Chesnel qui a gentiment mis en forme nos affiches et nos programmes.

Bien évidemment, nous remercions la mairie de Paris pour le prêt de cet auditorium, et l'ensemble de ses services, qui nous ont notamment aidé-es pour le barnum, qui ont mis à notre disposition les instruments qui permettaient de donner de la voix tout à l'heure, et pour le café, car c'est aussi important !

Nous tenons aussi à vous remercier vous, participantes et participants à ce colloque, qui, nous l'espérons, nous donnera, vous donnera, envie -encore plus !- de militer, de lutter, d'avancer sur ce sujet.

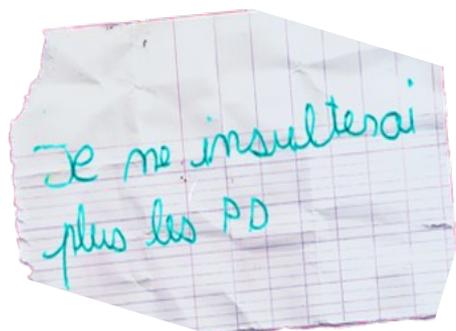
Nous avons des pistes d'action, des propositions, depuis un certain nombre d'années maintenant, qui viennent des associations, des organisations syndicales, de parents, des étudiant-es, des lycéen-nes. Toutes ces propositions demandent, pour être mises en œuvre, une réelle volonté politique. Les faire connaître est l'objectif de cette journée.

Annexes

- Expositions

- Ressources

Exposition « les petits papiers d'élèves »



Les associations Estim', Contact, SIS-Association et SOS homophobie, intervenant en milieu scolaire contre les LGBTphobies, ont largement adopté l'utilisation des petits papiers qui permettent aux élèves de poser leurs questions ou de transmettre leurs réflexions de façon anonyme.

Les interventions en milieu scolaire

« Déconstruire les clichés, faire reculer les discriminations »

Les interventions s'effectuent sur le temps scolaire et s'inscrivent ainsi dans la mission éducative de l'établissement. Elles se déroulent en général sur deux heures en présence d'un personnel de l'établissement (infirmièr-e, professeur-e, proviseur-e, CPE) qui n'intervient pas dans les débats. Nos associations sont agréées au niveau national par le Ministère de l'Éducation nationale au titre des associations complémentaires de l'enseignement public.

Le principe n'est pas de faire un cours magistral mais d'encourager les jeunes à réfléchir à ce que sont les LGBTphobies (le rejet des personnes lesbiennes, gays, bies et trans), leurs manifestations, leurs conséquences et leurs mécanismes ainsi que les mesures possibles pour les faire reculer, les condamner. Les interventions sont basées sur le respect et la liberté de parole.

En cours de séance, les élèves peuvent s'exprimer par l'entremise de ces « petits papiers » anonymes : oser tout demander, tout dire, ce qu'ils ou elles n'ont pas compris ou

n'ont pas voulu dire à voix haute. Le résultat est évidemment riche, varié, étonnant, parfois troublant, drôle ou émouvant...

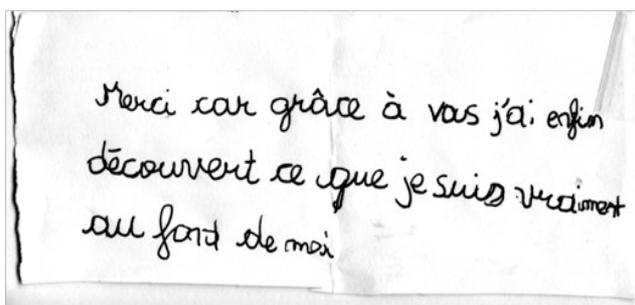
Pourquoi cette exposition ?

Ces petits papiers sont la preuve qu'il est possible d'agir par la prévention pour faire reculer la lesbophobie, la gayphobie, la biphobie et la transphobie. Une « preuve » que les associations montrent à ceux et celles qui pensent qu'on ne peut pas faire changer les choses, ou qui souhaitent en savoir plus sur nos actions, et, peut-être, faire appel à nous ou nous rejoindre.

L'exposition

Des petits papiers originaux, issus de l'année scolaire en cours, sont mis en scène sous forme de six panneaux qui mettent en évidence les grandes tendances parmi les réactions des élèves, mais également les réactions les plus atypiques.

Nous vous proposons dans le cadre de ce colloque de découvrir certains d'entre eux abordant sans tabou les sujets de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre.



Exposition « Les dessins de Nawak »



Différents supports permettent de réfléchir aux situations et conséquences des LGBTphobies dans notre société. Les dessins sont un de ces supports. Dans le cadre de ce colloque, Nawak, dessinateur de presse, nous a offert dix de ses dessins, reproduits dans l'exposition, et en a créé un spécifiquement pour cette journée de formation-action. Qu'il en soit ici chaleureusement remercié !

Les dessins

Vous pouvez les découvrir sur les panneaux du foyer. Ils sont en lien avec l'actualité de ces deux années sur les « débats » concernant le mariage des personnes de même sexe, les attaques contre les ABCD de l'Égalité. Ils pointent notamment les conséquences néfastes qu'ont pu avoir la « Manif pour tous » et ses alliés, ainsi que les propos sur une théorie, inexistante, du genre.

Le dessinateur

De son propre aveu, Nawak dessine « pour faire rire, mais également pour provoquer et faire réfléchir ». Très actif sur les réseaux sociaux, il dessine et écrit régulièrement sur Yagg et Le Plus (Nouvel Observateur).

Derrière Nawak, il y a Pierre. Le dessin l'accompagne depuis son plus jeune âge. Biberonné au Charlie Hebdo, Canard enchaîné et Fluide Glacial, passionné de bandes dessinées, il passe son temps - sur les bancs d'école ou en réunion - à griffonner. En 2013, il décide de se lancer dans l'illustration de presse en marge de son activité professionnelle.

Depuis, il croque assidûment l'actualité, les sujets de société ou les petits riens du quotidien. Engagé dans la lutte contre les discriminations, défendant le respect des droits humains et des libertés individuelles, il met

son trait au service des causes auxquelles il croit.

En 2014, il édite *La France rose et bleue*, son premier livre de dessins. Consacré aux opposant-es à l'égalité des droits et publié sur une plateforme d'édition participative, cet ouvrage a connu un beau succès : plus de 800 exemplaires ont trouvé preneur en moins de 5 mois. La suite est d'ores et déjà prévue : *La France rose et bleu ne lâche rien* est annoncée.



Photo © Xavier Héraud

Nawak avoue dessiner pour se faire plaisir : « J'ai ça dans le sang... et à 37 ans ce n'est pas près de s'arrêter ! »

nawak-illustrations.fr

Ressources

UNESCO

Début 2013, l'UNESCO a mis en ligne la brochure *Réponses du secteur de l'éducation au harcèlement homophobe*. Ce document donne un panorama relativement complet des raisons pour lesquelles il est nécessaire de traiter cette question à l'école et des mesures prises dans différents pays.

<http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002192/219220f.pdf>

Rapport de Michel Teychené

Discriminations LGBT-phobes à l'École - État des lieux et recommandations - juin 2013

<http://www.education.gouv.fr/cid73123/discriminations-lgbt-phobes-a-l-ecole-etat-des-lieux-et-recommandations.html>

http://cache.media.education.gouv.fr/file/07_Juillet/62/7/rapport_teychenne_juin_2013_261627.pdf

INPES

Kit pédagogique et courts métrages (DVD et livret d'accompagnement)

« *Jeune et homo sous le regard des autres* »

<http://www.inpes.sante.fr/>

SIS-Association : brochure « (re)connaître pour mieux agir »

La brochure « **(re)connaître pour mieux agir Homophobie-lesbophobie-biphobie-transphobie** » est destinée aux professionnel-les et bénévoles associatifs travaillant auprès de tout-e étudiant-e de l'enseignement supérieur s'interrogeant sur son orientation sexuelle et/ou son identité de genre.

http://multimedia.enseignementsup-recherche.gouv.fr/ressources_humaines/parite_lutte_discriminations/lgbt/files/assets/basic-html/#page3

SOS homophobie

Rapports de SOS homophobie : <http://www.sos-homophobie.org/rapportannuel>

Site *C'est comme ça* : www.cestcommeça.net

<https://www.facebook.com/pages/Cest-comme-ça/363471140513984>

Kit « cartable » : Contacter reference.cartable@sos-homophobie.org

Collectif éducation contre les LGBTphobies en milieu scolaire

Blog du Collectif : <https://collectifeduclgbtphobies.wordpress.com/>

Lutte contre les discriminations lesbophobes, homophobes, biphobes, transphobes en milieu scolaire et universitaire - Plateforme revendicative :

<https://collectifeduclgbtphobies.wordpress.com/2015/11/08/notre-plate-forme-revendicative/>

Éduquer contre l'homophobie dès l'école primaire

<http://www.snuipp.fr/Eduquer-contre-l-homophobie-des-l,13866>

Parce que le SNUipp-FSU s'est construit sur des valeurs de transformation de l'école afin que le système scolaire forme des citoyens et des citoyennes libres, responsables, solidaires, respectueux les un-es des autres, le syndicat met à disposition des enseignant-es des outils pratiques et théoriques pour lutter au quotidien, dans la classe, contre l'homophobie.

Deux ans après sa conception, le document téléchargeable du SNUipp-FSU « *Éduquer contre l'homophobie dès l'école primaire* » évolue, avec l'ajout d'une cinquantaine de pages. Cette actualisation porte sur les modifications institutionnelles intervenues depuis la première publication, mais aussi sur l'enrichissement du travail de réflexion collective grâce aux apports d'enseignant-es qui mettent en œuvre les propositions de séquences pédagogiques dans leurs classes.



ILGA Europe

European Region of the International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association
Organisation non gouvernementale regroupant plus de 400 organisations réparties dans 45 pays européens.

L'éducation est une de ses priorités :

<http://www.ilga-europe.org/what-we-do/our-advocacy-work/education>

Elle met à disposition un certain nombre de ressources issues de différents pays :

<http://www.ilga-europe.org/resources/thematic/education>

Belgique

La ministre-présidente du gouvernement de la communauté française en charge de l'enseignement obligatoire et de l'égalité des chances a mis en ligne un guide *Combattre l'homophobie, Pour une école ouverte à la diversité*. On y trouve des textes expliquant pourquoi il est nécessaire d'aborder la question de l'homophobie à l'école, des textes d'informations générales sur la problématique, des activités pédagogiques, des ressources.

<http://www.enseignement.be/index.php?page=25938&id=4851>

portail de l'enseignement en fédération Wallonie-Bruxelles : <http://www.enseignement.be/respel>

Québec

La commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et le groupe régional d'intervention sociale mettent en ligne une série d'outils, de vidéos, de guides pédagogiques et de fiches élèves.

Guide pédagogique du GRIS-Montréal : démystifier l'homosexualité, ça commence à l'école, Irène Demczuk: <http://www.grisquebec.org/>

<http://www.cdpedj.qc.ca/>

<http://www.gris.ca/>

EFG : Égalité filles garçons, poursuivre les ABCD de l'égalité

Site créé par le collectif pour l'égalité de Gironde pour pallier la disparition des *ABCD de l'égalité* des sites institutionnels.

<http://www.egalitefillesgarcons33.org/>

Centre Hubertine Auclert : Égalithèque

Le centre Hubertine Auclert rassemble des ressources pour l'égalité femmes-hommes.

<http://www.centre-hubertine-auclert.fr/egalitheque>